

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 24 août 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°705 ■

FAMINE À GHAZA
L'Algérie condamne
les politiques et les
pratiques de l'entité
sioniste

P 16

TRAITEMENT DU MINERAI DE FER À GARA DJEBILET

Sonarem et ses partenaires misent sur l'innovation

Le projet de Gara Djebilet, situé dans la wilaya de Tindouf, s'impose comme l'un des plus grands chantiers miniers stratégiques de l'Algérie. Avec des réserves géologiques dépassant 7 milliards de tonnes, dont plus de 3,5 milliards exploitables, ce gisement de fer est appelé à jouer un rôle central dans la réduction de la dépendance nationale aux importations et dans l'essor d'une industrie sidérurgique compétitive. Mais un défi majeur freine encore sa mise en valeur : la forte teneur en phosphore contenue dans le minerai extrait. P 3



FAIRE DE L'AFRIQUE
UN PÔLE ÉCONOMIQUE
L'Algérie en première
ligne à la TICAD 2025

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouadah, a souligné, à Yokohama (Japon), où il participe en qualité de Représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux travaux de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 2025), l'engagement de l'Algérie à renforcer la place de l'Afrique en tant que force économique de premier plan sur la scène internationale.

P 2

IATF 2025 EN ALGÉRIE
Un leadership
économique au
service du continent



Selon un rapport du groupe de la Banque mondiale (BM), l'Algérie est passée dans la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire, au titre de la nouvelle mise à jour annuelle de la classification des économies des pays membres. Forte de ce constat, l'Algérie aspire à jouer un rôle déterminant dans l'économie continentale. L'IATF (Foire commerciale intra-africaine), qui se déroulera à Alger du 4 au 10 septembre, constitue une opportunité idéale pour conforter ces ambitions.

P 5

ŞALON AFRICA LOUNGE
À YOKOHAMA
Le stand algérien
suscite l'intérêt des
entreprises japonaises

Le stand de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) au salon Africa Lounge, organisé du 20 au 22 août à Yokohama (Japon), a suscité l'intérêt des entreprises japonaises, indique vendredi un communiqué de l'Agence.

P 5

TÉLÉPHONIE MOBILE
Les opérateurs appelés à se
conformer aux clauses des
cahiers des charges P 2

STOCKAGE DES CÉRÉALES
Réception de 7 centres
de proximité à Sétif P 5

CONSTANTINE
Plus de 90 millions DA pour
la réhabilitation de deux
anciens marchés P 6

TÉLÉPHONIE MOBILE

Les opérateurs appelés à se conformer aux clauses des cahiers des charges

Par R. E.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a appelé, jeudi, les opérateurs de téléphonie mobile à l'impératif de se conformer aux clauses des cahiers des charges et de respecter les obligations de couverture réseau, indique un communiqué du ministère. "Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a présidé, jeudi, une réunion tenue avec le président du conseil de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE), Mohamed El Hadi Hannachi, qui était accompagné de cadres de cette instance, en présence des cadres du ministère, et consacrée à l'évaluation de la couverture réseau de téléphonie mobile", précise la même source. Cette rencontre a été l'occasion d'évaluer la couverture réseau de téléphonie mobile "notamment sur les axes routiers, dont l'autoroute Es-Ouest, conformément aux instructions données précédemment à ce sujet, outre les projets en cours de réalisation par les opérateurs", note le communiqué. Dans ce cadre, le ministre a appelé les opérateurs à l'impératif de se conformer aux clauses des cahiers des charges et de respecter les obligations de couverture, ajoute la même source. La réunion a également abordé l'activité du courrier express domestique (régime de la simple déclaration) et du courrier accéléré international (régime de l'autorisation), où il a été décidé d'organiser, dans les prochains jours, une rencontre avec les opérateurs concernés, pour assurer un meilleur encadrement de cette activité et améliorer les services fournis aux citoyens, compte tenu de l'importance de cette activité, notamment dans le cadre du développement du commerce électronique en Algérie, conclut le communiqué.

FAIRE DE L'AFRIQUE UN PÔLE ÉCONOMIQUE

L'Algérie en première ligne à la TICAD 2025

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Nouredine Ouadah, a souligné, à Yokohama (Japon), où il participe en qualité de Représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux travaux de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 2025), l'engagement de l'Algérie à renforcer la place de l'Afrique en tant que force économique de premier plan sur la scène internationale.

Par Selma R

Dans une allocution prononcée lors de la séance consacrée aux questions économiques, M. Ouadah a souligné « l'engagement ferme de l'Algérie en faveur de l'intégration continentale et du renforcement de la place de l'Afrique en tant que force économique de premier plan sur la scène internationale, à travers l'investissement dans les énergies prometteuses et l'ancrage des valeurs de solidarité, d'unité et de complémentarité stratégique », lit-on dans un communiqué du ministère. Le continent africain « traverse une étape décisive de son processus économique et de développement », qui exige de placer la transformation économique au cœur des priorités, a-t-il soutenu. Pour ce faire, il importe de travailler sur quatre axes essentiels, à leur tête l'innovation et la technologie, « véritables leviers » du développement, notamment à travers la transformation numérique et l'intelligence artificielle, a-t-il expliqué. Le ministre a mis en avant le rôle clé des start-up africaines dans la création de richesses et d'emplois. Quant au deuxième axe, il concerne les investis-

sements directs étrangers (IDE), « indispensables pour stimuler la croissance en Afrique », notamment dans les domaines des infrastructures, des énergies renouvelables et de l'industrie de transformation, a-t-il souligné, en insistant sur la nécessité pour ces investissements de « tenir compte des priorités locales » et de « respecter les normes environnementales et sociales ». S'agissant du troisième axe, à savoir les ressources naturelles, M. Ouadah a plaidé pour une gestion « rationnelle et équitable » des ressources, associée à la diversification de la base économique, comme condition préalable à la réalisation d'un développement durable et à la consolidation de la stabilité, faisant remarquer que « la dépendance excessive aux ressources naturelles a rendu les économies africaines vulnérables aux fluctuations et aux crises ». Le quatrième axe concerne le capital humain, a précisé le ministre. Mettant en exergue « l'énorme vivier de jeunes africains talentueux et créatifs », il a affirmé qu'investir dans l'éducation, la formation et l'entrepreneuriat pour offrir des emplois décents est « une condition sine qua non pour transformer ce vivier en moteur de la transformation économique ». Par ailleurs,

passant en revue l'expérience algérienne dans le processus de développement, M. Ouadah a rappelé que « l'économie nationale a connu une croissance soutenue grâce à de profondes réformes structurelles et à une politique ambitieuse de renforcement de la production nationale et de diversification des exportations hors hydrocarbures, ayant permis à l'Algérie de devenir la troisième économie africaine ». Et d'ajouter que le modèle algérien « se distingue par une indépendance économique et une absence de dette extérieure ». Dans le cadre de la coopération internationale, le ministre a souligné que « l'Algérie s'emploie à renforcer les partenariats stratégiques avec le Japon et les autres pays asiatiques, notamment dans les domaines de la technologie, de l'industrie de transformation, des énergies renouvelables et du transfert d'expertises dans l'innovation et la gestion moderne, en tenant compte des priorités africaines en matière de développement ». M. Ouadah a, à cet égard, rappelé l'importance du Sommet de Tokyo en tant que « cadre stratégique » de dialogue et « mécanisme efficace » d'appui à la coopération, sur la base de la solidarité, du respect et des intérêts mutuels.

DOMESTIC AIRLINES

Lancement du premier vol Alger-Tamanrasset lundi prochain

Par R. E.

La compagnie aérienne Domestic Airlines a annoncé, vendredi dans un communiqué, le lancement lundi prochain de son premier vol régulier Alger-Tamanrasset. Ce vol inaugural sera opéré par un Boeing 737-800, selon le communiqué, qui précise que le vol régulier Alger-Tamanrasset s'inscrit dans le

cadre des efforts nationaux en faveur d'un développement équilibré à travers l'ensemble du territoire et de la concrétisation de la politique de l'Etat visant à renforcer l'offre de transport aérien domestique et à faciliter la mobilité des citoyens vers les wilayas du Grand Sud. Ce vol régulier s'inscrit également dans "une mission de service public à dimension stratégique, qui vient ré-

pondre aux besoins de mobilité des citoyens et renforcer les liaisons aériennes entre les différentes régions du pays, appuyant ainsi l'intégration nationale et contribuant aux efforts de l'Etat en faveur du développement du système national de transport aérien", poursuit la même source. A travers le lancement de ce vol, Domestic Airlines réaffirme son engagement à mettre en œuvre les

orientations des hautes autorités du pays, en assurant un service de transport aérien de qualité. Pour rappel, Domestic Airlines a été créée afin de renforcer l'offre de transport aérien entre les différentes wilayas du pays et de soutenir le développement socioéconomique, après le transfert de propriété de Tassili Airlines à Air Algérie, finalisé le mois courant.

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

La grande station de Koudiet Eddraouch à El Tarf entre en production à pleine capacité

Par R. E.

Le groupe Sonatrach a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'entrée de la grande station de dessalement de l'eau de mer de Koudiet Eddraouch (El Tarf) en phase de production à pleine capacité, estimée à 300.000 mètres cubes par jour, soit l'équivalent de 300 millions de litres d'eau dessalée, après l'achèvement des tests techniques et des contrôles de qualité. L'entrée de cette grande station en phase de production à pleine capacité, ce jeudi à 16h31, est le fruit d'un processus technique et expérimental intégré, ayant suivi son inauguration officielle par le président de la République,

M. Abdelmadjid Tebboune, le 25 février 2025. Toutes les étapes techniques et expérimentales avaient été finalisées avec succès, y compris les essais mécaniques, les contrôles de qualité et la vérification de conformité aux normes de sécurité, selon le Groupe. L'entrée de ce projet stratégique en phase de production à pleine capacité reflète l'engagement de Sonatrach, à travers sa filiale Algerian Energy Company (AEC), à mettre en œuvre le premier programme national complémentaire visant à renforcer la sécurité hydrique de l'Algérie dans des délais records, ajoute la même source. La réalisation de cette Grande station a été confiée à la Société algérienne de réalisation de projets industriels

(SARPI), dans le cadre d'une approche nationale fondée sur la mobilisation des compétences et des capacités locales ayant pris en charge les différentes phases du projet, dès les études préliminaires jusqu'à la mise en service, note le communiqué. Pour Sonatrach, la grande station de Koudiet Eddraouch représente un acquis stratégique dans le processus de réalisation de la sécurité hydrique nationale et une preuve sur la capacité du groupe à relever les défis du développement du pays, à travers la mobilisation des énergies nationales et la consécration d'une approche responsable et pérenne, au service de l'économie et de la société.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse 01, rue Bachir Attar Sidi M'hamed Alger email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

TRAITEMENT DU MINERAI DE FER À GARA DJEBILET

Sonarem et ses partenaires misent sur l'innovation

Le projet de Gara Djebilet, situé dans la wilaya de Tindouf, s'impose comme l'un des plus grands chantiers miniers stratégiques de l'Algérie. Avec des réserves géologiques dépassant 7 milliards de tonnes, dont plus de 3,5 milliards exploitables, ce gisement de fer est appelé à jouer un rôle central dans la réduction de la dépendance nationale aux importations et dans l'essor d'une industrie sidérurgique compétitive. Mais un défi majeur freine encore sa mise en valeur : la forte teneur en phosphore contenue dans le minerai extrait.

Par Mourad A.

Pour être exploitable industriellement et commercialisable, le minerai doit voir son taux de phosphore réduit à 0,02 %. Or, le fer de Gara Djebilet en contient des niveaux bien supérieurs, rendant nécessaire le recours à des procédés de purification complexes. Sans cette étape, l'intégration du minerai dans la filière sidérurgique nationale, et à terme son exportation, reste compromise. Face à ce défi, l'Algérie mise sur une coopération scientifique internationale pour trouver des solutions innovantes. Deux partenariats majeurs se dessinent. Le premier est avec la société chinoise MCC, spécialisée dans l'ingénierie minière et la sidérurgie, qui propose l'utilisation de procédés modernes comme le CISP et le HIMLT pour produire un fer semi-fini de qualité. Un groupe de travail algéro-chinois a d'ailleurs été créé afin de mener rapidement des essais techniques, si possible localement, pour réduire les coûts liés au transport du minerai. Le second par-

tenariat est avec le professeur Karim Zaghib, chercheur de renommée internationale basé au Canada, qui a présenté de récentes recherches scientifiques offrant des solutions durables pour purifier le fer. Une collaboration avec le Centre de recherches minérales de l'Université du Québec est envisagée pour développer des procédés adaptés aux spécificités du gisement. La réussite de ce projet repose également sur la mise en place d'infrastructures adéquates. Le chemin minier reliant Tindouf à Oran, destiné à faciliter le transport du minerai, devrait entrer en service dès le début de l'année prochaine. Cet axe logistique réduira considérablement les délais et les coûts, en attendant le lancement d'exportations potentielles. Au-delà de Gara Djebilet, l'Algérie dispose d'autres gisements prometteurs : Mecheri Abdelaziz qui, combiné à Gara Djebilet, porte les réserves à plus de 7 milliards de tonnes, ainsi que les mines de Ouenza et Boukhadra, estimées à 160 millions de tonnes. Ces ressources

confèrent au pays la capacité de couvrir la demande nationale et d'envisager, à moyen terme, une place sur le marché international. Le partenariat avec le professeur Zaghib illustre également la volonté de l'Algérie de lier ses filières minières à l'industrie de demain. Déjà engagé avec Sonarem dans un projet de développement de la filière lithium pour la production de batteries, le chercheur algéro-canadien voit dans la combinaison fer-phosphate un potentiel complémentaire pour soutenir la future industrie des batteries en Algérie. En relevant le défi du phosphore, le projet de Gara Djebilet pourrait devenir un levier majeur de développement économique. Il assurerait l'approvisionnement des usines sidérurgiques locales, réduirait les importations, et ouvrirait des perspectives d'exportation. Plus largement, il contribuerait à renforcer la souveraineté minière et énergétique de l'Algérie, tout en consolidant ses partenariats scientifiques et industriels avec des acteurs mondiaux.

FEUX DE FORÊT

La diminution relative des superficies touchées confirme l'efficacité des mesures prises

Par Mourad A.

Les superficies touchées par des feux de forêt ont relativement diminué jusqu'au mois d'août courant, par rapport à la même période de 2024, ce qui confirme l'efficacité des mesures et dispositions prises dans le cadre de la campagne nationale de prévention et de lutte contre les feux de forêt, a indiqué jeudi un communiqué de la Direction générale des forêts (DGF). Jusqu'au 20 août 2025, 2.296,71 hectares ont été touchés par des feux contre 2.879,70 hectares à la même période de 2024, a précisé le communiqué, soulignant la nécessité de maintenir ce résultat positif, à travers la conjugaison des efforts des différents intervenants et la contribution vitale de la société civile. Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche élabore, à travers la DGF, un plan national annuel de prévention et de lutte contre les feux de forêt, qui sont parmi les risques majeurs auxquels l'Algérie est confrontée. Dans le cadre des efforts de prévention des feux de forêt, les hautes autorités ont adopté une nouvelle stratégie axée sur la proactivité et l'approche participative, à travers la coordination avec différents acteurs et la mise à contribution de la société civile, en sus du durcissement des peines à l'encontre des pyromanes, de l'acquisition de nouveaux moyens d'intervention, notamment aériens, et de l'utilisation des nouvelles technologies, en particulier les drones, selon la même source. La DGF a, par ailleurs, appelé les citoyens habitant à proximité de zones forestières et les usagers de tels espaces à faire preuve de vigilance et à signaler immédiatement tout départ de feu via les numéros verts dédiés à cet effet. Les 17, 18 et 19 août derniers, les services de la DGF ont pris toutes les mesures nécessaires pour garder la situation sous contrôle au niveau des structures décentralisées, suite à un bulletin spécial des services météorologiques faisant état d'une hausse des températures accompagnée de vents forts dans plusieurs wilayas, a rappelé le communiqué. Durant cette période, 39 incendies ont été enregistrés, ayant détruit 233,84 hectares de couvert végétal. Tizi Ouzou a enregistré 12 incendies (93,80 hectares détruits), Béjaïa 4 incendies (93,50 hectares), Jijel 5 incendies (17,50 hectares), Skikda 6 incendies (13,25 hectares), Souk Ahras 2 incendies (6 hectares) et Tipasa 3 incendies (3,60 hectares).

UN CORRIDOR STRATÉGIQUE DE L'HYDROGÈNE VERS L'EUROPE

L'Algérie au cœur du projet SunHyne

Synthèse M. A.

L'Algérie s'affirme comme un acteur majeur dans la transition énergétique de l'Europe grâce au projet de Mémoire "SunsHyne". Ce corridor d'hydrogène, d'une longueur de 3 400 km, vise à relier l'Afrique du Nord au cœur du continent européen, avec l'Algérie en position de partenaire stratégique. Selon la plateforme spécialisée « At-taqa.net », une étude de faisabilité, menée avec succès en août 2025, a confirmé l'absence de contraintes techniques ou commerciales majeures, ouvrant la voie à la création de cette artère énergétique verte. Le projet est ambitieux : il s'agit de transporter jusqu'à 5 millions de tonnes d'hydrogène par an. Sa particularité réside dans l'ingénierie qui sera mise en place : 85 % du tracé sera constitué de gazoducs existants réutilisés pour le transport d'hydrogène, tandis que de nouveaux tronçons seront créés pour compléter le corridor. L'Algérie est considérée comme la plus à même de s'intégrer rapidement au projet grâce à son lien direct par gazoduc avec l'Italie. Cette proximité géographique et cette

infrastructure existante lui confèrent un avantage certain par rapport aux autres pays d'Afrique du Nord (Maroc, Égypte, Tunisie), également identifiés comme exportateurs potentiels. Le corridor SunHyne, qui devrait démarrer à la fin de la décennie (vers 2029-2030), est un projet d'importance capitale pour la sécurité énergétique de l'Europe. L'Allemagne, station clé du corridor en raison de sa forte demande, anticipe un besoin de plus de 100 TWh d'ici 2030, une demande bien supérieure à sa capacité de production locale actuelle. L'hydrogène sera principalement utilisé pour la décarbonation de son industrie lourde. Soutenus par des acteurs majeurs du transport de gaz européens comme Snam (Italie), TAG (Autriche) et OGE (Allemagne), certains tronçons du projet bénéficient déjà du soutien de l'Union européenne, témoignant de l'intérêt stratégique accordé à cette nouvelle route de l'énergie.

Hydrogène vert en Afrique : une révolution énergétique en marche

Le projet SunHyne s'inscrit dans une dynamique plus large, car l'Afrique

s'affirme progressivement comme un acteur majeur de la transition énergétique mondiale grâce à ses atouts considérables dans le domaine de l'hydrogène vert. Le continent dispose d'une abondance exceptionnelle en énergies renouvelables, notamment solaire et éolienne en Afrique du Nord et australe, ce qui lui confère un potentiel considérable pour produire de l'hydrogène compétitif à l'échelle internationale. En plus de ses ressources naturelles, le continent possède une richesse en minerais stratégiques, indispensables au développement d'une filière industrielle complète. Cela permettra de répondre aux besoins des secteurs difficiles à décarboner, tels que l'acier, le ciment ou les engrais. À cela s'ajoute sa position géographique privilégiée, à proximité de l'Europe et de l'Asie, ainsi qu'un accès direct aux grandes routes maritimes, renforçant sa dimension logistique. Ces atouts seront au centre des discussions de la première conférence africaine mondiale sur l'hydrogène vert, prévue du 9 au 11 septembre 2025 à Windhoek, en Namibie. Chefs d'entreprise, responsables publics et investis-

seurs y examineront les moyens de renforcer la compétitivité des projets africains, d'attirer les financements et de bâtir des partenariats durables. Un soutien financier est d'ores et déjà annoncé : six pays africains, dont l'Égypte, bénéficieront de prêts du Climate Investment Fund pour un montant global de 12,5 milliards de dollars, afin d'accélérer la décarbonation des industries lourdes. Selon le Dr Tsi Yuan Wang, vice-président du China Hydrogen Alliance for Gas Innovation, l'Afrique a toutes les cartes en main pour devenir un pilier de l'économie mondiale de l'hydrogène. Cependant, il insiste sur la nécessité d'une coopération étroite entre les secteurs public et privé, d'un cadre réglementaire stable et d'une stratégie à long terme pour garantir la rentabilité et le développement de cette nouvelle filière. Avec ces avancées, l'Afrique pourrait bien se hisser parmi les leaders du marché mondial de l'hydrogène vert, tout en transformant son potentiel énergétique en moteur de développement économique et industriel durable.

MÉTAUX INDUSTRIELS

Le cuivre poursuit sa hausse, soutenu par la demande chinoise

Les prix du cuivre ont enregistré vendredi une troisième séance consécutive de progression, portés par une demande robuste en Chine, premier consommateur mondial de métaux. Le contrat à trois mois sur le London Metal Exchange (LME) a gagné du terrain à 9.725 dollars la tonne, restant toutefois en dessous du sommet de début juillet. Les investisseurs attendent le discours du président de la Réserve fédérale américaine à Jackson Hole, espérant des signaux favorables à une baisse des taux, ce qui pourrait soutenir la demande en métaux industriels. Le raffermissement du dollar a toutefois freiné les gains, rendant les matières premières plus coûteuses pour les acheteurs hors zone dollar. Parmi les métaux industriels cotés au LME, l'aluminium a progressé de 0,1 % à 2.586,50 dollars la tonne, le zinc de 0,6 %, le plomb de 0,8 %, et l'étain de 0,1 %. Le nickel a légèrement reculé de 0,1 % à 14 915 dollars.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or recule dans l'attente des décisions de la Fed sur les taux d'intérêt

Les prix de l'or ont légèrement reculé vendredi, dans un contexte du raffermissement du dollar, alors que les marchés attendent le discours du président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, sur les taux d'intérêts aux Etats Unis. L'or au comptant cédait 0,5 % à 3.322,43 dollars l'once, tandis que les contrats à terme américains reculaient à 3.364,20 dollars. Le billet vert évoluait près d'un sommet de deux semaines, réduisant les anticipations de baisse de taux avant l'intervention du président de la Fed, attendue dans un contexte de pressions politiques croissantes. Selon les analystes, tout signal sur l'orientation des taux pourrait influencer fortement les cours de l'or, qui bénéficie généralement d'un environnement de taux bas. La probabilité d'une baisse de 25 points de base en septembre est désormais estimée à 71,5 %, contre 85,4 % une semaine plus tôt, selon le CME FedWatch. Sur les autres métaux précieux, l'argent au comptant a cédé 1 % à 37,78 dollars l'once, le platine a reculé de 1,1 % à 1 338,25 dollars, et le palladium a perdu 0,5 % à 1 115,77 dollars.

SALON AFRICA LOUNGE À YOKOHAMA

Le stand algérien suscite l'intérêt des entreprises japonaises

Le stand de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) au salon Africa Lounge, organisé du 20 au 22 août à Yokohama (Japon), a suscité l'intérêt des entreprises japonaises, indique vendredi un communiqué de l'Agence. Organisé en marge de la 9e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 2025), à laquelle a pris part le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Nouredine Ouadah, en qualité de Représentant du président de la République, M. Abdelmad-

jid Tebboune, ce salon a connu la participation de 195 exposants représentant des organismes africains et des entreprises japonaises. Le stand de l'AAPI a reçu la visite de nombreuses entreprises japonaises souhaitant accéder au marché africain via l'Algérie, considérée comme un pôle de croissance émergent dans l'économie mondiale avec des opportunité d'investissement prometteuses pour le Japon, souligne le communiqué. Ces entreprises, précise la même source, opèrent essentiellement dans des secteurs comme l'agroalimentaire, l'indus-

trie automobile, l'électronique, l'analyse des données satellitaires, la signalisation ferroviaire et les aliments pour bétail. Le stand de l'AAPI a été animé par Mme Imane Toumi, directrice au sein de l'Agence, et M. Brahim Slamani, directeur du guichet unique décentralisé de Skikda, qui ont donné aux visiteurs un aperçu du climat d'investissement en Algérie, à la faveur des lois relatives à l'investissement et au foncier économique, en vue d'attirer des investissements japonais en Algérie et de renforcer le partenariat économique avec la partie nipponne.

ECONOMIE DE L'EAU

Plusieurs actions de sensibilisation pour inculquer les bonnes pratiques

L'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (AGIRE) a mené plusieurs actions de sensibilisation, durant le premier semestre de l'année

en cours, ayant touché différents couches de la société à travers le pays, avec pour objectif d'inculquer les bonnes pratiques d'économie et de gestion durable de cette ressource vitale. Dans cette optique, 14.549 élèves ont été sensibilisés selon un bilan semestriel de l'AGIRE qui a organisé 260 "classes d'eau" dans les établissements scolaires, via ses cinq agences de bassin hydrographiques (ABH), ainsi que 53 sorties éducatives ayant permis à 1.422 écoliers de découvrir des infrastructures hydrauliques, notamment des stations d'épuration, des barrages et des stations de pompage. La mobilisation s'est étendue bien au-delà des écoles. En partenariat avec le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, l'Agence a conduit durant le mois de Ramadhan une campagne nationale de sensibilisation ciblant les mosquées. Un protocole d'accord a permis la diffusion de messages sur la valeur de

l'eau et le devoir de la préserver dans l'ensemble des mosquées des 58 wilayas, avant les prières de Tarawih et du vendredi. Pour renforcer l'adhésion des imams, des journées d'information ont été organisées, notamment en juin à l'Ecole nationale Dar El Imam à Alger, sous le slogan : "La préservation de l'eau est un devoir religieux et une prise de conscience sociétale". L'objectif était de présenter les défis liés à la rareté de l'eau et aux effets du changement climatique, d'apporter des données locales sur la disponibilité de la ressource et d'encourager l'intégration de messages écologiques dans les prêches. Au niveau local, chaque ABH a mené en mars une campagne qui ont touché 33 mosquées réparties sur 20 wilayas, en s'appuyant sur des cours religieux, des prêches et l'installation de stands d'information.

PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Algérie Poste lance une nouvelle carte pour les nouveaux bacheliers

Algérie Poste a annoncé, vendredi dans un communiqué, le lancement d'une nouvelle carte de paiement électronique spécialement conçue pour les nouveaux bacheliers, qui sera distribuée à partir de septembre prochain. Cette initiative, qui "vient appuyer les efforts de numérisation du parcours universitaire", reflète "l'ouverture de l'entreprise sur le milieu universitaire, véritable vivier de compétences nationales", précise le communiqué. Cette carte "offrira aux étudiants une panoplie de services conçus pour répondre à leurs besoins quotidiens dans l'environnement universitaire, tout en promouvant l'usage sécurisé du paiement électronique", selon la même source. Algérie Poste compte également, dans les prochaines semaines, "lancer une nouvelle gamme de cartes de paiement électronique, dans le cadre de sa stratégie d'amélioration continue de l'expérience client et de renforcement de l'inclusion financière", contribuant ainsi à "la consolidation de l'économie numérique nationale", conclut le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 17 أوت 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 Août 2025

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg	دج / كلف	دج / كلف	دج / كلف	
		معدل	أعلى	أدنى		
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	61	69	52	البطاطا	
	Tomate	84	101	68	الطماطم	
	Oignon sec	47	54	40	البصل الجاف	
	Ail sec	496	575	416	الثوم الجاف	
	Carotte	98	110	87	الجزر	
	Navet	145	158	131	لفت	
	Poivron	106	119	94	الفلفل الاخضر	
	Piment	121	137	104	الفلفل الحار	
	Courgette	112	126	98	الكوسة	
	Haricot vert	228	251	204	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	145	158	131	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	361	445	278	التفاح المحلي	
	Datte	603	723	483	التمر	
	Banane	452	465	436	الموز	
	Melon	86	99	73	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	75	86	65	البطيخ الاحمر	
	Raisin	235	292	177	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1786	1909	1663	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	335	347	323	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)	
					المنتجات ذات الأصل الحيواني	

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volums transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	430,00	0,00	1,65	2,09	7,59	8,14	650	279 500,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 414,00	1400,00	-0,99	-1,74	-1,18	9,00	5,56	1327	1 857 800,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	0,11	5,20	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 283,00	2281,00	-0,09	-0,12	0,47	10,88	5,48	8367	14 523 127,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,26	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	NC	0,00	-3,40	-5,81	3,83	5,47	0	0,00

IATF 2025 EN ALGÉRIE

Un leadership économique au service du continent

Selon un rapport du groupe de la Banque mondiale (BM), l'Algérie est passée dans la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire, au titre de la nouvelle mise à jour annuelle de la classification des économies des pays membres. Forte de ce constat, l'Algérie aspire à jouer un rôle déterminant dans l'économie continentale. L'IATF (Foire commerciale intra-africaine), qui se déroulera à Alger du 4 au 10 septembre, constitue une opportunité idéale pour conforter ces ambitions.

Par Réda Hadi

Avec un Produit intérieur brut (PIB) de près de 270 milliards de dollars en 2024, l'Algérie se classe troisième économie africaine. Elle s'affirme comme un leader dans plusieurs domaines : énergie, agriculture, agroalimentaire, industrie et services. La Banque mondiale a confirmé son passage dans la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire, un indicateur de progression notable. Les performances économiques de l'Algérie s'appuient sur une stratégie de diversification, l'industrie représentant près de 50 % des nouveaux investissements enregistrés. Son positionnement géographique constitue également un atout majeur : une superficie vaste, des frontières partagées avec sept pays africains, un ancrage méditerranéen ouvrant vers l'Europe et une profondeur continentale favorisant l'accès aux marchés africains. Outre les hydrocarbures, avec Sonatrach

en tête, première compagnie pétrolière et gazière du continent, l'Algérie mise sur l'agriculture, les mines, l'innovation et les start-ups. Le secteur agricole est devenu un levier de sécurité alimentaire, garantissant l'autosuffisance pour plusieurs produits et générant des excédents exportables. Le pays est aussi en train de devenir un hub régional pour les start-ups, avec près de 9 000 entreprises créées et une ambition d'atteindre 20 000 d'ici 2029. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a exprimé l'ambition de hisser l'Algérie au rang de deuxième, voire première économie africaine. Les ressources et potentialités nationales offrent au pays les moyens de jouer un rôle central dans l'intégration commerciale et économique du continent. « Grâce à sa jeunesse et à ses opérateurs économiques dont nous sommes fiers, l'Algérie aspire à devenir, d'ici deux à deux ans et demi, la deuxième ou la première économie du continent africain et à réaliser ainsi les aspirations de nos citoyens, par fidélité à

ceux qui se sont sacrifiés pour cette patrie », avait-il déclaré en avril dernier lors de l'ouverture de la deuxième édition de la rencontre nationale avec les opérateurs économiques. À travers l'IATF, l'Algérie entend renforcer ses échanges commerciaux dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et promouvoir ses exportations dans des secteurs clés tels que l'énergie, l'agriculture et l'industrie pharmaceutique. La foire comprendra également des espaces dédiés aux jeunes entrepreneurs africains, offrant une occasion aux start-ups algériennes de se faire connaître et de nouer des partenariats. L'Algérie ambitionne de conclure, à l'occasion de l'IATF 2025, des accords commerciaux et d'investissement de plus de 10 milliards de dollars. Parallèlement, le pays souhaite attirer davantage d'investissements étrangers et mettre en avant ses avantages compétitifs, notamment dans l'énergie, l'agriculture et les services financiers.

STOCKAGE DES CÉRÉALES

Réception de 7 centres de proximité à Sétif

Par R E.

Sept centres de proximité de stockage de céréales ont été réceptionnés au cours de ce mois d'août dans la wilaya de Sétif renforçant ainsi les capacités de stockage et les conditions de conservation, a-t-on appris samedi des services de la wilaya. Les

mêmes services ont indiqué que ces centres dont la réalisation a requis un investissement public de 1,17 milliards DA se trouvent dans les communes d'Ain Azel, Ain Oulmène, Hammam Sokhna, Béni Oussine, Ain Arnat, Tachouda et Bazer Sakhra (Nord et Sud de Sétif) et totalisent une capacité de stockage de 350.000 quintaux. L'opération s'ins-

crit dans le cadre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatif au renforcement des capacités de stockage à grains et des infrastructures de base du secteur agricole au titre de la stratégie nationale de sécurisation, entreposage et transport des récoltes agricoles considérée comme une priorité pour les autori-

tés supérieures de l'Etat, selon la même source. Ces structures ont été réalisées conformément aux critères de qualité requis et la priorité au recrutement a été donnée, notamment à ceux qui ont travaillé dans les chantiers de réalisation de ces centres de stockage, selon les services de la wilaya.

TIZI-OUZOU

Une soixantaine de participants à la fête de la figue de Lemsella

Plus de 60 exposants sont attendus à la 15e édition de la fête de la figue qui s'ouvrira jeudi prochain au village Lemsella, dans la commune d'Illoula Oumalou, wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris auprès des organisateurs de cette manifestation. En plus de la figue, divers produits d'oléiculture et d'apiculture, ainsi que des objets d'artisanat seront exposés lors de cette fête qui s'étalera sur deux jours et sera marquée par l'organisation d'un concours artistique "Lemsell'arts" pour encourager les jeunes talents. Des rencontres et conférences autour de la culture de la figue seront également organisées par la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) pour, notamment, vulgariser les dispositifs d'aide et d'assurance aux agriculteurs voulant investir dans cette branche. Cette fête annuelle vise à préserver et promouvoir ce patrimoine local, a indiqué à l'APS, Massinissa Guechtouli, représentante de l'association Thighilt Lemssella. Plusieurs projets ont été déjà lancés dans cette optique, à l'instar de la réalisation d'une pépinière à partir des souches de figuiers du village, au nombre de 21 variétés, ainsi qu'une vaste opération pour le renouvellement et la reconstitution des vergers détruits par les incendies de l'été 2021, a-t-elle ajouté. Cette fête est organisée par l'association culturelle Tighilt Lemssella et le comité du village éponyme en collaboration avec l'Assemblée populaire communale (APC) et l'Assemblée populaire de wilaya (APW) ainsi que des organismes et directions de plusieurs secteurs, dont les services agricoles, la jeunesse et les sports, le tourisme et l'artisanat, outre le Théâtre régional Kateb-Yacine.

FAUNE

Près de 1.200 animaux protégés saisis au premier semestre 2025

Par R E.

Près de 1.200 animaux appartenant à des espèces protégées ont été saisis durant le premier semestre 2025 dans le cadre des efforts renforcés de lutte contre le braconnage et le commerce illégal de la faune sauvage, selon la Direction générale des forêts (DGF). Ces opérations ont été menées par les services de la DGF en coordination avec la gendarmerie, la police et les douanes, a indiqué à l'APS Mme Fifi Mouhoubi, cheffe de bureau de l'organisation de la chasse à la DGF. Parmi les animaux saisis, 420 ont été retrouvés vivants et 357 ont pu être relâchés dans leur habitat naturel. Les autres, blessés ou morts, ont été confiés aux services compétents pour soins ou autopsie. Durant le deuxième trimestre, 141 spécimens d'espèces menacées ont été interceptés, dont six retrouvés morts : un fennec et cinq tortues grecques. La tortue grecque figure parmi les espèces les plus ciblées, avec 111 saisis dans la wilaya de Sétif,

dont 105 ont pu être réintroduits dans leur milieu naturel, a précisé Mme Mouhoubi. Les animaux relâchés incluent notamment deux tortues d'eau douce, six rossignols philomèles, quatre mélanges charbonnières, un merle noir, trois bulbul des jardins et trois rougegorges familiers. A Bordj Bou Arréridj, un aigle royal a été remis en liberté, tandis qu'à Relizane, six faucons crécerelles et une buse féroce ont été saisis vivants. Des animaux blessés lors de leur saisie ont été transférés dans des parcs pour soins, avant une éventuelle réintroduction dans leur milieu naturel. Mme Mouhoubi a rappelé l'engagement de l'Algérie pour la protection de sa faune sauvage, notamment à travers le décret exécutif 12-235 qui liste 374 espèces non domestiques protégées, et la loi n 06-14 qui protège 23 espèces menacées, dont cinq espèces de gazelles, la tortue grecque et l'outarde houbara. A l'échelle internationale, l'Algérie est signataire de plusieurs conventions rela-

tives à la protection de la biodiversité, telles que la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS). Ces engagements visent à renforcer la lutte contre le commerce illégal et la chasse d'espèces menacées, parmi lesquelles figurent la gazelle de Cuvier, le guépard du Sahara et le mouflon à manchettes. --- Le cas préoccupant du singe magot --- Parmi les espèces protégées, Mme Mouhoubi a évoqué le cas du singe magot, espèce endémique de l'Afrique du Nord. En Algérie, il vit notamment dans les montagnes de Chréa, Cheffa, Béjaïa et Kharatta, où il est parfois victime de braconnage et du trafic de bébés singes. Une fois adultes, ces primates deviennent agressifs, poussant leurs adoptants à les abandonner dans la nature. Cette situation complique leur réintégration dans leur groupe social, a expliqué la responsable. En plus du braconnage, le singe magot

souffre d'une dégradation de son régime alimentaire. Historiquement nourri de glands, il consomme aujourd'hui des sucreries et boissons données par les visiteurs, ce qui entraîne des cas d'obésité et même de diabète. Cette espèce est protégée en Algérie depuis 2012 par le décret exécutif n 12-235 et classée "en danger" par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Elle figure également à l'annexe II de la CITES. Mme Mouhoubi a souligné, dans ce contexte, le rôle important des associations de protection de la nature et des associations de chasseurs dans la préservation de la faune. Leur présence régulière sur le terrain permet de dissuader le braconnage et de prévenir les incendies de forêts. Elle a également cité comme facteur positif potentiel le développement de l'agriculture saharienne, qui pourrait enrichir les sols, créer des microclimats, offrir des points d'eau et des zones de repos, favorisant ainsi le retour de certaines espèces, sédentaires ou migratrices.

MASCARA

Perturbations dans l'alimentation en eau potable dans huit communes en raison de travaux de maintenance

Huit communes de la wilaya de Mascara connaissent des perturbations dans l'alimentation en eau potable en raison de travaux de maintenance, a indiqué, vendredi, un communiqué de l'unité locale de l'Algérienne des Eaux (ADE). Selon la même source, cette perturbation touche, depuis jeudi, les communes de Mohammadia, El Ghomri, Sedjerrara, Mactaa Douz, Sig, Oggaz, El Alaimia et Ras El-Aïn Amirouche, en raison de travaux actuellement en cours pour réparer d'importantes fuites d'eau sur les deux canalisations principales du système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), qui alimentent les réservoirs de Mohammedia et Sig. La situation de l'approvisionnement en eau potable dans les communes concernées sera progressivement rétablie une fois les travaux achevés, indique le communiqué. Des citernes d'eau mobiles ont été mobilisées par les services de l'unité locale de l'Algérienne des Eaux pour approvisionner les habitants des communes concernées durant cette période de perturbation, selon la même source.

GUELMA

35 familles relogées dans des appartements neufs à Oued Zenati

Au total, 35 familles qui résidaient dans des habitations précaires dans la commune d'Oued Zenati, dans la wilaya de Guelma, ont été relogées jeudi dans des appartements neufs. L'opération a concerné toutes les familles qui occupaient des habitations précaires du site du village Salah Haddouche distant de 2 km du centre de la commune d'Oued Zenati et qui ont été relogées dans des appartements de type public locatif à la cité "Ellouz" dans la même commune. Cette opération de relogement qui a été parallèlement accompagnée de la démolition des habitations précaires libérées dans ce village situé à côté de la RN-20 entre Guelma et Constantine s'est déroulée dans de bonnes conditions sous l'égide des autorités de la daïra d'Oued Zenati en présence des représentants de l'Office de promotion et gestion immobilière de Guelma. Le chef de daïra d'Oued Zenati, Amar Chekired, a indiqué à l'occasion que l'attribution à ces familles de logements neufs est venue en application des instructions du wali de Guelma, Mme Houria Aggoun fixant certaines priorités dans la distribution de logements avec en tête d'accorder la primauté aux familles résidant dans des habitations précaires à l'exemple de celles du village "Salah Haddouche".

CONSTANTINE

Plus de 90 millions DA pour la réhabilitation de deux anciens marchés

Une enveloppe financière estimée à 94 millions DA a été allouée pour la réhabilitation et la modernisation de deux (2) anciens marchés, situés au centre-ville de Constantine, a-t-on appris samedi auprès du président de l'APC par intérim, Hakim Lafouala.

Le premier projet concerne la rénovation du marché des frères Bettou dont les travaux viennent d'être entamés, mobilisant une enveloppe financière de l'ordre de 31 millions DA, puisée du budget communal 2024, a indiqué à l'APS, le même responsable. Le lancement de la seconde opération portant réhabilitation du marché Boumezzou, l'un des plus vieux espaces commerciaux de vente des fruits et légumes et viandes blanches et rouges dans la ville de Constantine, est prévue "avant la fin du mois d'août en cours", a précisé l'élu relevant qu'un montant de 63 millions

DA (budget communal 2024), a été alloué pour cette opération. Confiés à des "entreprises de réalisation qualifiées", ces projets dont les délais d'exécution sont fixés entre 5 et 8 mois consistent en la réfection des sols, de l'étanchéité et de la toiture, le renouvellement de la peinture, la rénovation des espaces marchands, le renouvellement de l'installation électrique, ainsi que d'autres aménagements extérieur, a détaillé, M. Lafouala qui a affirmé que l'initiative s'inscrit dans le cadre d'un programme visant la valorisation du patrimoine communal et la protection de la santé du

consommateur. L'objectif, a ajouté la même source, est de redonner à ces marchés de proximité leur attractivité d'antan, afin qu'ils restent des lieux de commerce appréciés par les citoyens Constantinois en plus d'améliorer de façon significative l'environnement sanitaire pour les commerçants et les citoyens. Par ailleurs, le même responsable a souligné que des études techniques relatives à la restauration de 2 autres marchés, celui de Souk El Asr au centre-ville et également le marché Remache Saïd, situé à la cité Sidi Mabrouk, ont été finalisées.

ORAN

Renforcement des établissements de santé avec 134 nouveaux postes pour l'année 2025

La direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran a bénéficié de 134 nouveaux postes budgétaires, dont 60 postes de médecins généralistes, selon un communiqué de cette même direction. Le communiqué indique que la direction a obtenu un nombre important de postes budgétaires supplémentaires pour l'année 2025, en vue de renforcer les différents établissements de santé relevant de sa

tutelle avec des ressources humaines qualifiées. Selon la même source, ces nouveaux postes concernent les hôpitaux, les établissements publics de santé de proximité, les centres de santé et les polycliniques. Il s'agit de 60 postes de médecins généralistes en santé publique, 47 postes de chirurgiens-dentistes, ainsi que 21 postes de pharmaciens de première catégorie. Concernant la formation pour l'année 2025 au

niveau de la wilaya d'Oran, la direction a précisé que le nombre total de postes budgétaires destinés aux diplômés de l'Institut National de Formation Supérieure Paramédicale "Kaâabi Djedia" et de l'Institut National de Formation Supérieure Paramédicale du quartier Es-Salem s'élève à 342 postes, répartis sur différents grades. La direction a également bénéficié de 12 postes budgétaires supplémentaires dans la

spécialité biologie en santé publique, dont six classés dans la catégorie 2 et six dans la catégorie 1. La direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran a précisé que la répartition de ces postes se fera exclusivement par voie de concours, conformément au principe d'égalité des chances et de transparence dans l'accès aux emplois publics dans le secteur de la santé.

SOUK AHRAS

Production de plus de 1.500 quintaux de miel durant la saison agricole 2024-2025

La production de miel de la wilaya de Souk Ahras au titre de l'actuelle saison agricole 2024-2025 a atteint 1.512 quintaux au terme de l'opération de récolte entamée au mois de juin passé, soit une augmentation de 983,47 quintaux comparativement à la saison précédente, a indiqué jeudi le directeur local des services agricoles (DSA), Abdelhakim Aïssat. La production de cette saison vient booster la dynamique de développement de la filière apicole dans la wilaya, a indiqué le même responsable à l'APS précisant que cette quantité de miel a été produite par 20.453 ruches soit un rendement moyen de 13,52 kg par ruche. Cette évolution de la production de miel s'explique, a-t-il ajouté, par

plusieurs facteurs positifs dont l'augmentation du nombre des apiculteurs estimé actuellement à 16.000 éleveurs dont la majorité possède l'expérience suffisante pour maîtriser les techniques d'élevage moderne surtout après avoir bénéficié des programmes de formation organisés par la chambre de l'agriculture et les instituts de formation spécialisés de la wilaya contribuant de la sorte à élever le rendement et améliorer la qualité du miel local. Concernant le soutien apporté aux apiculteurs de la wilaya, M. Aïssat a indiqué que les services agricoles ont entamé dernièrement la distribution de 4.210 ruches pleines ainsi que le matériel utilisé en apiculture à 421 apiculteurs avec une

moyenne de 10 ruches par éleveur bénéficiaire, relevant que ce programme a mobilisé un montant de 40 millions DA et ce, dans le cadre du développement de cette filière dans la wilaya. Souk Ahras compte parmi les wilayas leaders à l'échelle nationale dans la production de miel grâce à ses ressources naturelles, la compétence de ses apiculteurs et le soutien constant accordé à cette filière pour en favoriser le développement et ouvrir des opportunités prometteuses à l'exportation surtout avec la demande croissante sur le miel naturel sur les marchés nationaux et internationaux, a relevé le même responsable.

ANNABA

Récupération de 11,85 hectares de foncier dans la commune de Sidi Ammar

Une poche foncière totalisant 11,85 hectares a été récupérée dans la commune de Sidi Ammar (daïra d'El Hadjar, wilaya d'Annaba), à la suite d'une opération de relogement de 541 familles vivant dans des habitations précaires dont il a été procédé à la démolition car construites illicitement, selon un communiqué publié jeudi par la wilaya. Le document souligne que l'opération, menée dans les zones de Chaïba I et II, s'inscrit dans le

cadre de "la stratégie nationale visant à éliminer, à travers toutes les wilayas du pays, les habitations précaires, érigées de manière illicite, dans l'optique de réaliser de nouveaux projets de logements et d'équipements publics destinés à améliorer le cadre de vie du citoyen". La récupération du foncier en question, conduite "sous la supervision directe des autorités locales avec mise à contribution des services de sécurité (sûreté et gendarmerie nationales) et de la protec-

tion civile", précise encore le communiqué. Les 541 familles ont été relogées dans de nouveaux appartements, en coordination avec l'Office de promotion et gestion immobilière (OPGI), selon la même source qui a souligné que cette opération "procède d'un vaste programme portant récupération du foncier occupé illicitement et élimination progressive de l'habitat précaire", tout en contribuant à "l'émergence de nouveaux projets de développement".

Le Pentagone a dépensé \$4 000 milliards sur 5 ans, et l'industrie de l'armement en a reçu plus de la moitié

Les partisans de l'augmentation des dépenses militaires affirment souvent qu'il s'agit de « soutenir les troupes ». Ce n'est pas tout à fait le cas.

Par William D. Hartung (*)

Les partisans d'une augmentation constante des dépenses du Pentagone affirment souvent qu'il faut injecter plus d'argent dans le ministère pour « soutenir les troupes ». Mais les récentes propositions budgétaires et un nouveau document de recherche publié par l'Institut Quincy et le Projet Cost of War [Les coûts de la guerre, NdT] de l'Université Brown suggèrent le contraire.

Ce rapport, que j'ai coécrit avec Stephen Semler, révèle que 54 % des 4 400 milliards de dollars de dépenses discrétionnaires du Pentagone pour la période 2020-2024 sont allés à des entreprises de la défense. Les cinq premiers – Lockheed Martin (313 milliards de dollars), RTX (anciennement Raytheon, 145 milliards de dollars), Boeing (115 milliards de dollars), General Dynamics (116 milliards de dollars) et Northrop Grumman (81 milliards de dollars) – ont reçu 771 milliards de dollars de contrats du Pentagone au cours de cette période de cinq ans. Cet énorme apport de fonds aux fabricants d'armes se fait au détriment des avantages accordés au personnel en service actif et aux vétérans des guerres américaines de l'après 11 Septembre. Malgré les augmentations de salaire de ces dernières années, des centaines de milliers de familles de militaires dépendent encore des bons d'alimentation, vivent dans des logements insalubres ou souffrent d'autres difficultés financières. Dans le même temps, il est prévu de supprimer des dizaines de milliers de postes au sein de l'administration des anciens combattants, de fermer des centres de santé pour les anciens combattants et même de réduire le personnel des services d'assistance téléphonique pour les anciens combattants suicidaires. De plus, de nombreux programmes dont dépendent les vétérans et leurs familles – des bons d'alimentation à Medicaid, entre autres – sont destinés à subir des coupes sombres dans le projet de loi de finances signé par le président Trump au début du mois. Ce serait une chose si les centaines de milliards de dollars prodigués aux entreprises d'armement étaient dépensés à bon escient au service d'une meilleure défense. Mais ce n'est pas le cas. Des systèmes d'armes surévalués et peu performants comme l'avion de combat F-35 et le missile balistique intercontinental (ICBM) Sentinel se sont révélés très efficaces pour consommer l'argent des contribuables, alors même qu'ils accusent d'énormes dépassements de coûts, de longs retards et, dans le cas du F-35, qu'ils ne peuvent être utilisés la plupart du temps en raison de graves problèmes de



maintenance. Les problèmes liés au Sentinel et au F-35 ne sont probablement pas aussi importants que les sommes qui pourraient être gaspillées dans la poursuite de la proposition du président Trump pour un système de défense anti-missile étanche, le « Golden Dome » [Dôme d'Or, NdT], une chimère coûteuse que de nombreux experts estiment à la fois physiquement impossible et stratégiquement peu judicieuse. Au cours des quatre décennies et des centaines de milliards de dollars dépensés depuis la promesse de Ronald Reagan de construire un bouclier impénétrable contre les missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), le Pentagone n'a pas encore réussi un essai effectué dans des conditions réalistes, et a même échoué dans un grand nombre de tentatives soigneusement scénarisées.

Le Golden Dome est plus ambitieux que Star Wars [La guerre des étoiles, projet similaire sous Ronald Reagan, NdT] : il est censé intercepter non seulement les ICBM, mais aussi les missiles hypersoniques, les drones volant à basse altitude et tout autre engin susceptible d'être lancé sur les États-Unis.

La bonne nouvelle, c'est que si vous êtes une entreprise en armement, au sein des Big Five ou du secteur technologique militaire émergent de la Silicon Valley, le Golden Dome sera une mine d'or, qu'il produise ou non un système de défense utile.

Les gens de la Silicon Valley reconnaissent pleinement les problèmes rencontrés par les leaders actuels de l'industrie pour produire des armes efficaces à un prix abordable, et ils ont une réponse : donnez-leur les fonds nécessaires, et ils produiront des armes agiles, abordables, facilement remplaçables, pilotées par des logiciels, qui redonneront à l'Amérique

leur position de primauté mondiale. Mais la nouvelle garde est intéressée par bien plus que la simple construction de nouveaux produits qu'elle peut vendre au Pentagone. Les dirigeants de ces entreprises technologiques émergentes – Elon Musk à SpaceX, Peter Thiel à Palantir et Palmer Luckey à Anduril – se décrivent comme des « fondateurs » qui tireront l'Amérique du marasme vers une position de domination militaire inégalée.

Contrairement aux PDG des grandes entreprises, ces militaristes de l'ère nouvelle sont des faucons convaincus. Certains, comme Palmer Luckey, se sont réjouis publiquement de notre capacité à battre la Chine dans une guerre qu'il voit arriver dans les prochaines années, tandis que d'autres, comme le PDG de Palantir, Alex Karp, ont applaudi la campagne israélienne de massacre à Gaza, allant même jusqu'à organiser la réunion du conseil d'administration de l'entreprise en Israël au plus fort de la guerre, en signe de solidarité.

Même après la rupture publique désordonnée d'Elon Musk avec Donald Trump, le secteur technologique a toujours une longueur d'avance sur la vieille garde en ce qui concerne l'influence sur son administration. Le vice-président J. D. Vance a été employé, encadré et financé par Peter Thiel, de Palantir, et d'anciens employés d'Anduril, de Palantir et d'autres entreprises de technologie militaire ont été nommés à des postes influents dans l'administration de la sécurité nationale.

Entre-temps, Lockheed Martin et sa cohorte ont un rôle important à jouer au Congrès, où les contributions aux campagnes électorales, les centaines de lobbys et les fournisseurs situés dans une majorité d'États et de districts leur confèrent un immense pouvoir pour maintenir

leurs programmes en cours, même dans les cas où le Pentagone et l'armée tentent de les annuler ou de les mettre au rancart. Même avec un budget proposé de 1 000 milliards de dollars par an, le Pentagone devra peut-être faire des compromis entre les entreprises traditionnelles et les nouvelles entreprises technologiques lorsqu'il choisira la prochaine génération d'armes. L'élément manquant dans tout cela est la voix du public, ou une forte contribution des membres du Congrès qui se soucient davantage de forger une stratégie de défense efficace que d'attirer l'argent du Pentagone dans leurs régions. Lorsqu'il s'agit de créer un système de défense adapté au monde dans lequel nous vivons, il ne faut pas opposer Lockheed Martin à Palantir, il faut opposer le bon sens à la défense d'intérêts particuliers. La technologie seule ne nous sauvera pas, comme nous l'avons vu avec les échecs répétés des « armes miracles » telles que le champ de bataille électronique au Vietnam, ou l'initiative de « Guerre des étoiles » du président Reagan, ou l'avènement des munitions à guidage de précision pour gagner des guerres ou obtenir des résultats favorables, du Vietnam à l'Irak en passant par l'Afghanistan. L'élaboration d'un plan de défense qui soit réellement sensé – et qui ait une chance de réussir – nécessitera de faire face au pouvoir et à l'influence des fournisseurs d'armes de tous bords, qui absorbent aujourd'hui la majeure partie des dépenses destinées à promouvoir la sûreté et la sécurité de l'Amérique et de ses alliés.

(*) chercheur principal au Quincy Institute for Responsible Statecraft. Ses travaux portent sur l'industrie de l'armement et le budget militaire américain.

Source : Responsible Statecraft, 10-07-2025

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

MAURITANIE -
ONU
Création à
Nouakchott d'un
centre spécialisé
dans la
formation
professionnelle
et technique

La Mauritanie et l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONU) ont convenu de créer un centre spécialisé dans la formation professionnelle et technique à Nouakchott, visant à développer les compétences nationales dans les secteurs minier et halieutique. Cette décision a été prise vendredi lors de discussions entre le ministre mauritanien de l'Économie et des Finances, Sid'Ahmed Ould Bouh, et le directeur général adjoint de l'ONU, Yoko Yasunaga, en marge du sommet TICAD à Yokohama. Le centre se concentrera sur des programmes de formation spécialisés dans les domaines techniques et industriels, en mettant l'accent sur le transfert de technologies modernes et l'échange d'expériences internationales. La partie mauritanienne a souligné que « ce projet constitue un pilier essentiel pour parvenir à un développement industriel durable et renforcer la valeur ajoutée des ressources naturelles ». De son côté, le responsable de l'ONU a exprimé la volonté de l'ONU d'apporter tout son soutien technique et consultatif pour garantir la réussite de ce projet de développement

ZÉRO IMPÔT ET LUXE À GOGO

Dubaï attire les millionnaires

Dubaï séduit un nombre croissant de millionnaires, attirés par l'environnement favorable aux affaires de l'émirat du Golfe, l'absence d'impôt sur le revenu, et la possibilité d'y mener un train de vie aussi fastueux que décomplexé.

De longue date, les Emirats arabes unis, et plus encore leur vitrine étincelante qu'est Dubaï, captent les grandes fortunes régionales. Désormais, celles-ci sont rejointes par des Occidentaux de plus en plus nombreux, selon les agences de conseil spécialisées. La société de conseil Henley & Partners estime que les Emirats arabes unis attireront cette année un nombre sans précédent de 9.800 millionnaires, plus que n'importe quel autre pays au monde. Hub du commerce international et carrefour stratégique entre l'Europe et l'Asie, Dubaï dispose d'un aéroport parmi les plus fréquentés au monde et d'un port à l'activité intense. Dans cette mégapole de 3,5 millions d'habitants, dont 90% d'expatriés, cohabitent main-d'œuvre à bas coût, influenceurs et millionnaires. Nombre de ces derniers "considèrent que le succès est devenu un handicap dans leur pays d'origine. Ils sont davantage taxés, davantage scrutés et on leur offre moins", avance Mike Coady, qui dirige Skybound Wealth Management, un cabinet spécialisé dans la gestion de patrimoine. A Dubaï, poursuit-il, la richesse est "normalisée", à rebours d'une "rhétorique croissante hostile aux riches" ailleurs. A Londres, affirme-t-il, ses clients "chuchotent" quand ils chiffrent leurs revenus,

"ici ils peuvent vivre librement". Pour les mêmes revenus, Dubaï "offre un meilleur mode de vie" qu'ailleurs, met aussi en avant Max Maxwell, PDG de Paddco Real Estate, qui a quitté les États-Unis pour les Emirats, dans le podcast britannique "Building Wealth With No Borders". Dubaï compte déjà 81.200 millionnaires et 20 milliardaires, ce qui en fait l'une des 20 villes les plus riches de la planète. A l'absence d'impôt sur le revenu, un environnement commercial flexible et un accès sans entraves au luxe s'ajoutent parmi ses atouts un taux de criminalité très bas, et la stabilité politique. Philippe Amarante, de Henley & Partners, souligne que la place permet de faire des affaires avec "très peu de formalités administratives". Un programme de "golden visa" offre aussi aux étrangers fortunés ou hautement qualifiés un permis de résidence de dix ans. De quoi nourrir des critiques sur les inégalités abyssales entre ces émigrés et les armées de travailleurs migrants mal rémunérés, qui forment l'épine dorsale de l'économie. Eux sont exposés à des "abus généralisés", alerte l'ONG Human Rights Watch. La ville connaît depuis des années une frénésie immobilière: gratte-ciels scintillants, villas de luxe, îles artificielles et complexes

résidentiels de prestige. Dépassant New York et Londres réunies, 435 maisons d'une valeur de 10 millions de dollars ou plus y ont été vendues l'année dernière, ce qui en fait le marché le plus actif pour les propriétés haut de gamme, selon Faisal Durrani, du cabinet de conseil immobilier Knight Frank. Désormais, les riches du monde entier y installent leurs familles, leurs entreprises et leurs bureaux privés, "ce qui est nouveau", relève-t-il. Il affirme être sollicité par des acheteurs, venus de bastions fortunés comme Monaco ou la Suisse, qui "cherchent un appartement à 100 millions de dollars". "A Dubaï, pour ce prix, vous pouvez acheter un immeuble entier". M. Coady explique que ses clients installés aux Emirats sont pour la plupart des professionnels trentenaires ou quadragénaires: fondateurs de start-up technologiques, héritiers d'entreprises familiales, consultants ou gestionnaires de fonds. L'un d'eux, un Britannique de 42 ans à la tête d'une société de logiciels, a décidé d'émigrer par crainte d'une taxation des plus-values lors de la vente de son entreprise. La Grande-Bretagne devrait perdre cette année un record de 16.500 millionnaires, estime Henley & Partners.

ARABIE SAOUDITE

Riyad lève 1,42 milliard \$ via une émission de sukuk en août

Le Centre national de gestion de la dette d'Arabie saoudite a levé 5,31 milliards de riyals (1,42 milliard de dollars) via son émission de sukuk libellés en riyals pour le mois d'août, soit une hausse de 5,8 % par rapport à juillet. Le Royaume avait levé 5,02 milliards de riyals en juillet, contre 2,35 milliards en juin et 4,08 milliards en mai. Les sukuk sont des instruments fi-

nanciers conformes à la charia, accordant aux investisseurs une propriété partielle d'actifs sous-jacents. Ils constituent une alternative populaire aux obligations traditionnelles. L'émission d'août a été répartie en quatre tranches : 755 millions de riyals arrivant à échéance en 2029, 465 millions en 2032, 1,12 milliard en 2036, et 2,97 milliards en 2039. Dans un communiqué, le Centre a

déclaré que cette opération s'inscrivait dans les efforts continus de diversification des sources de financement et de renforcement du marché local de la dette. Un rapport récent du Kuwait Financial Centre (Markaz) indique que l'Arabie saoudite a dominé le marché primaire de la dette dans le Golfe au premier semestre 2025, avec 47,9 milliards de dollars levés via 71 opé-

rations de sukuk et d'obligations — soit 52,1 % du total du CCG. L'agence de notation S&P a également souligné le rôle moteur du Royaume dans la finance islamique, estimant que les émissions mondiales de sukuk pourraient atteindre entre 190 et 200 milliards de dollars en 2025, dont jusqu'à 80 milliards en devises étrangères.

TUNISIE

La cheffe du gouvernement rencontre le Premier ministre japonais

En marge de la neuvième édition de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9), la cheffe du gouvernement tunisien Sarra Zaafrani Zenzri a été reçue, vendredi 22 août 2025 à Yokohama, par le Premier ministre japonais Shigeru Ishiba. La rencontre a été placée sous le signe du renforcement du partenariat stratégique entre Tunis et Tokyo, dans un contexte où les deux pays célèbrent près de soixante-dix ans de relations diplomatiques. La cheffe du gouvernement a transmis les salutations du président de la République Kais Saïed à l'empereur du Japon et au peuple japonais, tout en félicitant son homologue pour le succès de l'organisation de TICAD 9 ainsi que de l'Exposition internationale Osaka 2025, où la Tunisie s'est distinguée lors de sa journée nationale, le 13 août 2025.

Des projets majeurs proposés à l'investissement japonais

Sarra Zaafrani Zenzri a mis en avant la volonté de la Tunisie de consolider ses relations économiques avec le Japon à travers le renforcement du soutien financier et technique, mais aussi par la multiplication des investissements japonais en Tunisie. Elle a présenté au Premier ministre une série de projets d'envergure dans des secteurs stratégiques, invitant Tokyo à les appuyer. Elle a également proposé la tenue, dans les plus brefs délais, d'un forum économique et d'investissement tuniso-japonais, tout en réitérant l'engagement de l'État tunisien à lever les obstacles administratifs qui pourraient freiner les investisseurs nippons.

Engagements japonais et continuité des accords bilatéraux

De son côté, Shigeru Ishiba a rappelé que la coopération tuniso-japonaise s'inscrit dans la continuité du communiqué conjoint signé en 2022 entre Kais Saïed et l'ancien Premier ministre Fumio Kishida, document qui constitue désormais le cadre de référence pour les projets communs. Le chef du gouvernement japonais a souligné que la Tunisie joue un rôle central dans la stabilité de la région et confirmé l'engagement du Japon à poursuivre son appui, notamment dans l'amélioration des infrastructures hydrauliques. Il a également salué l'organisation réussie de TICAD 8 à Tunis en 2022, qui avait ouvert la voie à une coopération plus étroite. Les deux responsables ont exprimé leur satisfaction quant aux avancées dans les négociations pour un accord bilatéral sur l'investissement, qui devrait être finalisé prochainement.

Une convergence sur les dossiers internationaux

La rencontre a permis d'aborder plusieurs questions régionales et internationales, notamment la cause palestinienne. La cheffe du gouvernement a réaffirmé la position constante de la Tunisie en faveur du droit du peuple palestinien à établir un État indépendant avec Jérusalem pour capitale, insistant sur le fait que ce droit ne saurait disparaître avec le temps. Shigeru Ishiba a, pour sa part, indiqué que le Japon œuvre à favoriser un cessez-le-feu et à soutenir les Palestiniens face aux difficultés actuelles. Cette rencontre marque une nouvelle étape dans la coopération tuniso-japonaise, illustrant une volonté partagée de conjuguer efforts politiques, économiques et diplomatiques pour hisser les relations bilatérales à un niveau supérieur.

CAMEROUN

Le pays se prépare à emprunter 1,6 milliard \$ pour relancer ses projets et régler ses dettes

Au 30 juin 2025, l’encours de la dette publique du Cameroun s’établit à 14 105 milliards FCFA, soit 43% du produit intérieur brut (PIB).

Le Cameroun projette d’emprunter un montant total de 930 milliards FCFA, environ 1,6 milliard de dollars, sur les marchés financiers nationaux et internationaux. A cet effet, le ministre des Finances, Louis-Paul Motaze (photo), a reçu l’autorisation du président de la République, par décret signé le lundi 18 août 2025, pour contracter ces emprunts à travers différentes levées de fonds dans le but de financer les projets de développement prévus dans le budget 2025, ainsi qu’à apurer les arriérés de paiement ou restes à payer (RAP) accumulés par l’Etat. D’après le décret, 350 milliards FCFA seront levés sur le marché intérieur, soit par émission d’obligations du Trésor (OT) à la Bourse

des valeurs mobilières de l’Afrique centrale (Bvmac), soit via des OTA sur le marché des titres publics de la BEAC. A cela s’ajoutent 250 milliards FCFA attendus de prêts directs d’organismes privés locaux, et 330 milliards FCFA à mobiliser sur les marchés bancaires extérieurs. La mobilisation de ces 330 milliards FCFA portera à 530 milliards les ressources levées par l’Etat en 2025 pour apurer les RAP. En mai dernier, un premier décret avait déjà autorisé un emprunt de 200 milliards FCFA à cette fin. L’encours des RAP est estimé à 485,4 milliards FCFA au 30 juin 2025, selon la Caisse autonome d’amortissement (CAA). Ces nouveaux emprunts contribueront à accroître le niveau de la dette publique du Ca-

meroun. A fin juin 2025, celle-ci s’élevait à 14 105 milliards FCFA, soit une hausse de 1,8% sur un an. Malgré cette progression, le pays demeure, selon la CAA, sur une trajectoire d’endettement considérée comme soutenable. Dans sa stratégie 2025-2027, le gouvernement fixe le seuil de viabilité de la dette à 50% du PIB, un niveau bien inférieur au plafond régional fixé à 70%. L’analyse de la structure de la dette publique révèle qu’elle est fortement concentrée au niveau de l’administration centrale, qui en détient à elle seule 93%. Les entreprises publiques en détiennent 6,8%, tandis que la part des collectivités territoriales décentralisées (CTD) reste très faible, à peine 0,2% de l’ensemble.

RDC

La Banque centrale injecte 50 millions \$ dans le marché bancaire

Par cette initiative, la Banque centrale du Congo entend notamment réduire la pression sur le taux de change. Mais, selon des analystes, cette mesure reste conjoncturelle et ne résout pas les faiblesses structurelles de l’économie congolaise. Lundi 18 août 2025, la Banque centrale du Congo (BCC) a annoncé avoir vendu 50 millions \$ aux banques commerciales du pays au taux de 2776 francs congolais pour 1 dollar. Cette opération vise à contenir la pression sur le taux de

change et à stabiliser la monnaie nationale. Concrètement, les banques ont payé ces dollars en francs congolais, ce qui retire une partie de la monnaie locale de la circulation. Dans le même temps, l’offre de dollar sur le marché devrait augmenter, réduisant la rareté de cette devise sur le marché et freinant sa hausse. A court terme, ce mécanisme permet de stabiliser le franc congolais et limiter la demande spéculative de devises. Selon Guy Sylvain Kattumba, consultant en gouvernance

et finances publiques, cette mesure vise à rassurer les opérateurs économiques, à réduire la pression sur le franc congolais et à limiter la spéculation. Toutefois, elle reste une réponse conjoncturelle qui ne résout pas les causes structurelles et profondes de la dépréciation monétaire du pays qui sont entre autres : la dépendance aux importations, le déficit budgétaire et la faible diversification de l’économie. Pour l’économiste congolais Zack Mudimbi, ce mécanisme de vente

de devises étrangères contre la monnaie nationale reste provisoire. Le spécialiste des questions monétaires estime qu’une stabilisation durable du franc congolais exige des réformes structurelles, notamment la relance de la production locale, la diversification des exportations et une réduction de la dollarisation de l’économie. « A court terme, le CDF [franc congolais, Ndlr] respire mais à long terme, seule une économie productive et diversifiée et complémentaire pourra assurer une monnaie locale solide », soutient-il.

OUGANDA

180 millions USD pour une usine d’engrais organiques

L’Ouganda figure parmi les pays d’Afrique subsaharienne où l’utilisation d’engrais, qu’ils soient chimiques ou organiques, demeure très faible. Cette situation ouvre des perspectives pour les acteurs locaux et étrangers désireux d’investir dans le développement de l’industrie locale. Le jeudi 21 août, le groupe agroindustriel burundais Itracom Fertilizers a obtenu le feu vert du gouvernement pour la mise en place d’une usine de fabrication d’engrais organiques sur un site de 54 hectares basé à Kampiringisa, dans le district de Mpigi,025. Selon les informations relayées par le quotidien local Daily Monitor, cette future installation devrait être achevée sur une période de 18 mois. D’un coût total de 180 millions USD, la nouvelle usine sera dotée d’une capacité de production annuelle de 250 000 tonnes d’engrais à partir de fumier bovin et de minéraux complémentaires. Pour son approvisionnement en matières premières, l’entreprise compte principalement sur les éleveurs locaux. « La majo-

rité des matières premières viendront d’Ouganda, en particulier le fumier bovin qui sera collecté auprès des éleveurs », explique Jeanluc Bigirimana, représentant d’Itracom Fertilizers Uganda. Par ailleurs, un accord de rachat garantissant l’écoulement de la production de l’usine a également été conclu avec le ministère de l’Agriculture. Une démarche qui traduit la volonté du gouvernement d’assurer la disponibilité et la satisfaction des besoins locaux en engrais avec ce nouveau projet. « Ce partenariat reflète un intérêt mutuel pour la promotion d’une croissance agricole durable, la garantie de la sécurité alimentaire et la création d’opportunités économiques pour les agriculteurs ougandais. L’usine d’engrais d’Itracom est en passe de devenir une pierre angulaire de la transformation agricole de l’Ouganda, en fournissant des engrais organiques de haute qualité pour améliorer la fertilité des sols et soutenir les agriculteurs dans tout le pays », a déclaré la Première ministre ougandaise

Robinah Nabbanja. La volonté de Kampala de faire de cette usine un levier stratégique dans le développement de la production locale d’engrais s’inscrit également dans un contexte où le pays s’est engagé, en mai 2024, après la Déclaration de Nairobi sur les engrais, à tripler la production et la distribution nationales d’engrais organiques et inorganiques de qualité certifiée d’ici 2034, comme tous les autres pays africains. D’après le Centre international de développement des engrais (IFDC), la consommation apparente d’engrais par le secteur agricole en Ouganda se chiffre à près de 77 000 tonnes en moyenne entre 2019 et 2023. Par ailleurs, la FAO évaluait le niveau d’utilisation d’engrais du pays à 2,6 kg par hectare de terre cultivable en 2022, ce qui reste encore marginal par rapport à la moyenne d’utilisation en Afrique subsaharienne (18,2 kg) et aux recommandations de 50 kg, telles que l’exige la Déclaration d’Abuja sur les engrais depuis 2006.

BURKINA FASO

Vers un doublement de sa production de blé en 2025/2026

Depuis 2023, le Burkina Faso compte parmi les rares pays ouest-africains à mettre en œuvre une politique de production de blé à grande échelle. Dans le pays, la filière, encore en pleine construction, s’efforce désormais d’améliorer ses résultats. Le Burkina Faso s’est fixé pour objectif d’atteindre une production de 6000 tonnes de blé au titre de la campagne agricole 2025/2026. L’information a été révélée dans un communiqué publié le 19 août par le ministère de l’Agriculture. Le stock annoncé représente plus du double de la récolte de 2597 tonnes réalisée au terme de la campagne précédente. Dans le cadre de cette ambition, le ministère prévoit de renforcer son appui aux producteurs à travers la mise à disposition de semences certifiées, d’engrais, de produits phytosanitaires et d’équipements d’irrigation, de récolte et de post-récolte. « En outre, le réseau d’encadrement et les producteurs verront leurs capacités renforcées sur les bonnes pratiques de production de blé », précise le communiqué, sans donner de détails sur le budget qui sera alloué à cet effet. Quoi qu’il en soit, ces différentes mesures de soutien, si elles sont effectivement mises en œuvre, devraient permettre de consolider la dynamique de croissance observée depuis l’annonce du plan national de relance de la culture du blé en 2023. En 2024/2025, l’appareil productif a dédié 1342 hectares à la culture de la céréale, soit dix fois plus que la superficie qui y était consacrée un an plus tôt (125 hectares). Le gouvernement avait d’ailleurs approuvé un programme de production de semences de blé sur une superficie de 5000 hectares en vue de soutenir la production de la céréale au cours de cette campagne. En augmentant sa production locale, le Burkina Faso cherche à réduire sa forte dépendance aux importations. Entre 2019 et 2023, le pays a importé en moyenne 193 000 tonnes de blé par an, pour une facture évaluée à près de 42,5 milliards FCFA (environ 75 millions USD), selon l’Institut national de la statistique et de la démographie (INSD). Si la progression attendue en 2025/2026 confirme la volonté de l’État de structurer une nouvelle filière agricole, elle ne couvrira toutefois qu’une fraction marginale de la demande nationale. Ce contraste souligne l’ampleur du défi à relever pour transformer la relance du blé en véritable levier de souveraineté alimentaire.

APRÈS LE DISCOURS DE POWELL À JACKSON HOLE

L'Europe finit dans le vert

Les Bourses européennes ont terminé dans le vert vendredi, alors que les marchés ont pris connaissance du discours du président de la Réserve fédérale américaine (Fed) qui a ouvert la porte à des baisses de taux sans pour autant s'engager.

À Paris, le CAC 40 a gagné 0,40% à 7.969,69 points. À Francfort, le Dax a avancé de 0,32% et à Londres, le FTSE 100 a pris 0,13%. L'indice EuroStoxx 50 a gagné 0,54%, le FTSEurofirst 300 a pris 0,34% et le Stoxx 600 a avancé de 0,47%. Sur la semaine, le Stoxx 600 a pris 1,47% et le CAC 40 a gagné 0,58%. Le président de la Fed, Jerome Powell, a évoqué vendredi une possible baisse des taux lors de la réunion de la banque centrale de septembre, mais n'a pas pris d'engagement ferme, reconnaissant les risques croissants pour le marché du travail tout en affirmant que la possibilité d'une inflation plus élevée persistait. "Si le marché du travail semble équilibré, il s'agit d'un équilibre curieux résultant d'un ralentissement marqué de l'offre et de la demande de travailleurs. Cette situation inhabituelle suggère que les risques de baisse de l'emploi augmentent. Et si ces risques se matérialisent, ils peuvent le faire rapidement", a déclaré Jerome Powell lors du symposium économique annuel de Jackson Hole, dans le Wyoming.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street grimpe avec les espoirs de baisse de taux

La Bourse de New York a fini vendredi en nette hausse, l'indice Dow Jones terminant à un record de clôture, après le discours du président de la Réserve fédérale Jerome Powell au symposium de Jackson Hole, qui a renforcé les anticipations de baisse des taux d'intérêt en septembre aux Etats-Unis. L'indice Dow Jones a gagné 1,89%, ou 846,24 points, à 45.631,74 points. Le Standard & Poor's 500, plus large et principale référence des investisseurs, a pris 96,74 points, soit 1,52% à 6.466,91 points. Le Nasdaq Composite, à forte composante technologique, a avancé de son côté de 396,22 points, soit 1,88% à 21.496,535 points. Sur la semaine, le Dow a gagné 1,5% et le S&P-500 0,3% alors que le Nasdaq a cédé 0,6%. Le S&P-500 a notamment mis fin à une série de cinq séances consécutives de baisse alimentée par un mouvement de vente sur les grandes capitalisations de la haute technologie. Si Jerome Powell s'est efforcé à Jackson Hole de souligner l'importance des indicateurs relatifs à l'emploi et à l'inflation avant la prochaine réunion du comité de politique monétaire de la

"Le président de la Fed, Powell, a pu évoquer la balance des risques et, par conséquent, la pertinence d'un éventuel changement de politique", estime Art Hogan, stratège en chef des marchés chez B. Riley Wealth. Selon lui, c'est un indice clair que le président de la Fed est ouvert à l'idée de baisses de taux dans le futur. Par ailleurs, le président américain Donald Trump a déclaré vendredi qu'il limogerait Lisa Cook, membre du Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (Fed), si elle ne présentait pas sa démission, après des accusations la visant pour fausse déclaration de résidence principale.

Valeurs
Akzo Nobel a grimpé de plus de 6% alors que le fonds activiste Cevian a pris une participation de 3,02% dans le groupe néerlandais de chimie. Cet investissement constitue un "vote de confiance" dans la stratégie du groupe, selon Christian Faitz, analyste chez Kepler Cheuvreux.

A Wall Street

BOURSE ZURICH

Le SMI finit la semaine un peu sous les 12'300 points

La Bourse suisse a terminé la semaine sur une note positive. A son plus haut du jour, le SMI est repassé au-dessus de la barre symbolique des 12'300 points, finissant un peu sous ce niveau, freiné par ses trois poids lourds. La saison des résultats a fait une petite pause. A New York, Wall Street gagnait du terrain en matinée après que le président de la Réserve fédérale américaine (Fed) Jerome Powell a déclaré que les Etats-Unis approchent du moment où la Fed devra baisser ses taux d'intérêt pour soutenir l'emploi. Une dégradation "rapide" du marché du travail américain n'est pas à exclure et pourrait "justifier" une détente de la politique monétaire, et donc des taux d'intérêt, a prévenu le patron de l'institution depuis les rencontres de Jackson Hole, dans le Wyoming (ouest). Il a ajouté que la Fed se trouve dans

une "situation délicate" car les nouveaux droits de douane mis en place par l'exécutif américain commencent dans le même temps à se répercuter sur les prix payés par les consommateurs au risque de raviver l'inflation. "L'impact des droits de douane sur les prix à la consommation est désormais clairement visible", a-t-il souligné. La part d'opérateurs privilégiant une baisse de taux - dans une fourchette de 4,00% à 4,25% - à l'issue de la prochaine réunion du Comité monétaire de la Fed a baissé depuis la semaine dernière, d'après l'outil de veille de CME, FedWatch, mais reste toutefois majoritaire. Sur le front macroéconomique, le climat des affaires s'est légèrement détérioré en France en août, marqué par des opinions défavorables des chefs d'entreprises concernant leurs perspectives d'activité. En Alle-

magne, l'évolution du PIB a été revue à la baisse au deuxième trimestre à -0,3%. Le SMI a terminé sur un gain de 0,19% à 12'264,85 points, avec un plus haut à 12'323,96 et un plus bas à 12'221,57. Le SLI a avancé de 0,56% à 2025,88 points et le SPI a pris 0,28% à 17'039,60 points. Sur les 31 valeurs vedettes, 23 ont progressé et huit reculé. Amrize (+3,2%) précède Alcon (+3,0%) et Adecco (+2,8%) sur le podium du jour. Après deux séances difficiles dans le sillage de ses résultats trimestriels et d'un nouvel abaissement des prévisions, Alcon a repris de l'altitude. CFRA et Goldman Sachs ont chacun abaissé l'objectif de cours, confirmant tous deux la recommandation "buy". Pour l'analyste de CFRA, le spécialiste de l'ophtalmologie pourrait profiter au 2ème semestre du

lancement de nouveaux produits et appareils. Une faiblesse prolongée du marché américain des traitements ophtalmologiques pourrait à nouveau représenter un risque. Au lendemain du rebond des exportations horlogères, les valeurs du luxe Swatch Group (+2,6%) et Richemont (+1,7%) ont largement surperformé l'indice. Egalement recherché, le gestionnaire d'actifs Partners Group (+2,5%) a injecté 65 millions de dollars (52 millions de francs) dans le concepteur nord-carolinien d'implants orthopédiques imprimés en trois dimensions Restor3d, s'ajoutant ainsi une participation minoritaire d'une ampleur non précisée. Dans le camp des poids lourds, Novartis (-0,9%) a fini lanterne rouge, derrière Nestlé (-0,7%) et les assureurs Swiss Life et Swiss Re (chacun - 0,6%). Roche (-0,4%) a également

pesé sur l'indice. Sur le marché élargi, la société immobilière et entreprise générale Allreal (-1,6%) a fait état jeudi soir d'une évolution conforme aux attentes au niveau opérationnel durant le 1er semestre. Le bénéfice net en revanche a fortement augmenté, grâce à des effets de revalorisations plus élevés. La structure résiduelle de feu le groupe alimentaire Hochdorf, HT5 (-5,4%), convie ses actionnaires à accepter diverses mesures de restructuration de son capital, en vue du règlement d'une créance de 125 millions de francs contractée en 2017. Dans un contexte d'abaissement de taux directeurs qui affecte son coeur de métier, la Banque cantonale de Lucerne (LUKB, -0,1%) a étoffé ses volumes hypothécaires, augmenté ses recettes et soigné sa rentabilité au 1er semestre.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر					
BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 21 Août 2025					
Valeur : 25 Août 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.8442	129.8592
1	EUR	EURO		151.2555	151.2990
1	GBP	POUND STERLING		174.6626	174.7298
100	JPY	JAPANESE YEN		87.9584	87.9745
1	CNY	CHINESE YUAN		18.0879	18.0908
1	CHF	SWISS FRANC		161.1970	161.2957
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.5275	93.5585
1	DKK	DANISH KRONE		20.2676	20.2743
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.5443	13.5482
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7343	12.7541
1	AED	UAE DIRHAM		35.3491	35.3570
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5965	34.6024
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.7439	424.9319
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1341	44.5776
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.4052	14.4069
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8895	24.0120
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2519	3.2620
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.5039	177.5039

ETATS UNIS

Le président de la banque centrale ouvre la porte à de baisse des taux à la rentrée

Jerome Powell a évoqué vendredi une possible baisse des taux lors de la réunion de la banque centrale de septembre mais n'a pas pris d'engagement ferme, reconnaissant les risques croissants pour le marché du travail tout en affirmant que la possibilité d'une inflation plus élevée persistait.

Les États-Unis approchent du moment où la Fed devra baisser ses taux d'intérêt pour soutenir l'emploi, a estimé, vendredi 22 août, le président de la banque centrale Jerome Powell dans un discours très attendu, notamment par Donald Trump. Une dégradation "rapide" du marché du travail américain n'est pas à exclure et pourrait "justifier" une détente de la politique monétaire, et donc des taux d'intérêt, a prévenu le patron de l'institution depuis les rencontres de Jackson Hole, dans le Wyoming (ouest). Il ajoute que la Fed se trouve dans une "situation délicate" car les nouveaux droits de douane mis en place par l'exécutif américain commencent dans le même temps à se répercuter sur les prix

payés par les consommateurs au risque de raviver l'inflation. "L'impact des droits de douane sur les prix à la consommation est désormais clairement visible", a-t-il souligné. En théorie, le risque d'une poussée d'inflation incite les banquiers centraux à laisser à minima leurs taux directeurs inchangés. Mais, s'ils estiment qu'il faut soutenir l'activité pour éviter des licenciements, ils tendent à l'inverse à baisser les taux, qui guident le coût du crédit pour les entreprises et les particuliers. "Les risques pesant sur le marché de l'emploi augmentent. Et si ces risques viennent à se matérialiser, ils peuvent se traduire rapidement en hausse des licenciements et du chômage", a observé Jerome Powell.

Son discours a immédiatement été interprété par les investisseurs comme une façon de préparer le terrain à des baisses de taux à l'occasion de la prochaine réunion de la banque centrale des Etats-Unis, en septembre. Cela a fait brusquement chuter les taux d'emprunt de la dette américaine: le rendement à deux ans - le plus sensible aux évolutions monétaires - passant ainsi en quelques secondes de 3,78% à 3,71%. Le dollar tombait lui aussi, lâchant environ 0,54%, des taux plus bas étant de nature à plomber le cours d'une devise. En revanche, Wall Street a applaudi les propos du patron de la Fed, les principaux indices boursiers américains évoluant en nette hausse vers 14h10 GMT.

DEPUIS LE DÉBUT DE MANDAT DE DONALD TRUMP

19 milliards de projets d'énergies renouvelables annulés

Ces coupes budgétaires ont entraîné une vague de faillites dans le secteur des énergies renouvelables. Onze entreprises du secteur ont déposé le bilan, selon BankruptcyData, un agrégateur de données. Plusieurs projets d'énergies renouvelables, pour une valeur totale de 18,6 milliards de dollars, ont été annulés depuis le début du mandat de Donald Trump, selon le Clean Economy Tracker d'Atlas Public Policy, rapporte le Financial Times, vendredi 22 août. Le président américain a supprimé les crédits d'impôt, subventions et

prêts pour les énergies renouvelables accordés par l'administration Biden. L'obtention d'autorisations pour les projets éoliens et solaires a aussi été rendu plus difficile et des restrictions ont été imposées aux entreprises dont les chaînes d'approvisionnement sont dominées par la Chine. Ces coupes budgétaires ont entraîné une vague de faillites dans le secteur des énergies renouvelables. Onze entreprises du secteur ont déposé le bilan, selon BankruptcyData, un agrégateur de données. Pourtant, face aux enjeux énergétiques pour répondre à la demande

créée par l'intelligence artificielle, les énergies renouvelables ont plusieurs atouts en leur faveur.

Les énergies renouvelables pour alimenter l'IA

"Les énergies renouvelables peuvent être construites et connectées en un an ou deux, tout en respectant les délais des développeurs de centres de données", a déclaré Advait Arun, analyste des politiques énergétiques au Center for Public Enterprise. "Ignorer les énergies renouvelables, c'est passer à côté d'un élément clé

de l'équation", a ajouté Advait Arun. Par ailleurs, les annonces d'investissement ont chuté de près de 20 %, avec seulement 15,8 milliards de dollars annoncés en 2025, contre 20,9 milliards de dollars en 2024. Le secrétaire à l'Énergie, Chris Wright, a critiqué les énergies renouvelables, les qualifiant de "parasites du réseau". Son ministère a réduit de 3,7 milliards de dollars les subventions, tandis que 8,5 milliards de dollars supplémentaires de prêts ont été supprimés.

ROYAUME UNI

Londres se porte au secours d'une deuxième usine sidérurgique

Après British Steel, c'est au tour de Speciality Steel d'être menacé de fermeture. Le gouvernement britannique veut trouver un repreneur pour cette usine jusqu'à présent propriété du groupe de Sanjeev Gupta, GFG Alliance. L'acier britannique n'en finit pas de souffrir. En liquidation judiciaire, Speciality Steel a été placé sous la houlette du gouvernement du Royaume-Uni. La troisième aciérie du pays, qui emploie près de 1.500 personnes dans le nord-est de l'Angleterre, appartient au groupe GFG Alliance, de l'homme d'affaires indien

Sanjeev Gupta. Cette prise de contrôle intervient quatre mois seulement après la reprise en main par Londres d'un autre sidérurgiste, British Steel, pour lui trouver un partenaire privé. Les autorités craignaient en effet que son actionnaire chinois veuille fermer les deux derniers hauts fourneaux du pays. Pour sa part, Speciality Steel, troisième aciériste du pays, a été forcé, jeudi, de se placer en liquidation judiciaire alors que sa maison mère avait proposé un plan de relance. Le groupe indien est très critiqué outre-Manche

et le juge l'a fait sortir du dossier en rejetant le plan qu'il avait présenté. Liberty Steel a qualifié la décision d'« irrationnelle ». « Il revient désormais au liquidateur indépendant d'accomplir sa mission, notamment en veillant au paiement des salariés, tandis que nous veillons également à ce que les employés et les communautés locales soient accompagnés », a indiqué un porte-parole du gouvernement. C'est ce dernier qui va désormais payer les salaires et les charges, dans l'attente d'une solution plus pérenne.

DIPLOMATIE

La Chine exhorte les Etats-Unis à mettre fin au blocus et aux sanctions contre Cuba

La Chine exhorte les Etats-Unis à mettre immédiatement fin au blocus et aux sanctions contre Cuba sous toutes ses formes, et à prendre davantage de mesures pour améliorer les relations avec Cuba et promouvoir la paix et la stabilité régionales, a déclaré vendredi une porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. Il a été rapporté que récemment, le département d'Etat américain a annoncé des restrictions de visa à l'encontre des fonctionnaires et de leur famille originaire de pays africains, du Brésil, de Cuba et de la Grenade. Ces restrictions s'appliqueraient également aux anciens fonctionnaires et aux membres de leur famille appartenant à l'Organisation panaméricaine de la santé et impliqués dans les missions médicales à l'étranger du gouvernement cubain. Le département d'Etat américain a déclaré que les Etats-Unis s'engageaient à mettre fin aux missions médicales de Cuba à l'étranger, considérant celles-ci comme une forme d'exploitation du travail forcé, et a averti les pays coopérant avec Cuba d'y "réfléchir à deux fois". En réponse, la porte-parole Mao Ning a déclaré lors d'un point presse quotidien que, selon les statistiques du gouvernement cubain, depuis plus de soixante ans, Cuba a envoyé plus de 600.000 membres du personnel médical dans plus de 60 pays, a fourni des services médicaux à plus de 230 millions de personnes et a réalisé plus de 17 millions d'opérations et d'interventions chirurgicales, sauvant ainsi la vie de plus de 12 millions de personnes. La coopération médicale cubaine à l'étranger joue un rôle crucial dans les systèmes de santé des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que des pays africains. Cette coopération est par ailleurs bien accueillie par les gouvernements et les populations des pays concernés, a-t-elle ajouté. Elle a déclaré que ce prétendu "travail forcé" était devenu un faux prétexte et un outil d'hégémonie pour les Etats-Unis afin de réprimer d'autres pays, et que ces mesures prises par les Etats-Unis constituaient une prolongation et une intensification de plus de soixante ans de sanctions et de blocus impopulaires imposés à Cuba.

FACE À UNE INFLATION ALIMENTAIRE GALOPANTE

Le Danemark supprime les taxes sur le café et le chocolat

Considérée comme l'impôt le plus ancien du Danemark, la taxe spécifique sur le chocolat - qui s'élève à 3 ou 3,50 euros - s'applique à tous les produits contenant du cacao, confiseries, fruits confits et chewing-gums. Pour soulager le portefeuille des ménages accablés par la hausse des prix alimentaires, le Danemark a annoncé

ce vendredi supprimer les taxes sur le café et le chocolat, qui couvre beaucoup de sucreries. «Nous avons choisi quelque chose qui a un effet immédiat pour les Danois, qui peuvent tout de suite sentir qu'ils auront plus d'argent à disposition», a expliqué à la télévision TV2 le vice-premier ministre, Troels Lund Poulsen, également ministre de la Défense et chef du parti li-

béral. D'après le ministère des Impôts, le paquet de café au Danemark coûtera cinq couronnes de moins (66 centimes d'euros). Considérée comme l'impôt le plus ancien du Danemark, la taxe spécifique sur le chocolat s'applique à tous les produits contenant du cacao, confiseries, fruits confits et chewing-gums. Elle s'élève à 3 ou 3,50 euros selon la teneur en sucre de l'aliment.

D'après les statistiques nationales, en juillet, le prix du chocolat a gagné plus de 25,3% sur un an. Le café est lui devenu 35,5% plus cher. Dans l'ensemble, les prix alimentaires ont augmenté de 6,5% en glissement annuel. En supprimant ces taxes, le manque à gagner pour les finances publiques doit s'élever à 2,4 milliards de couronnes (321 millions d'euros).

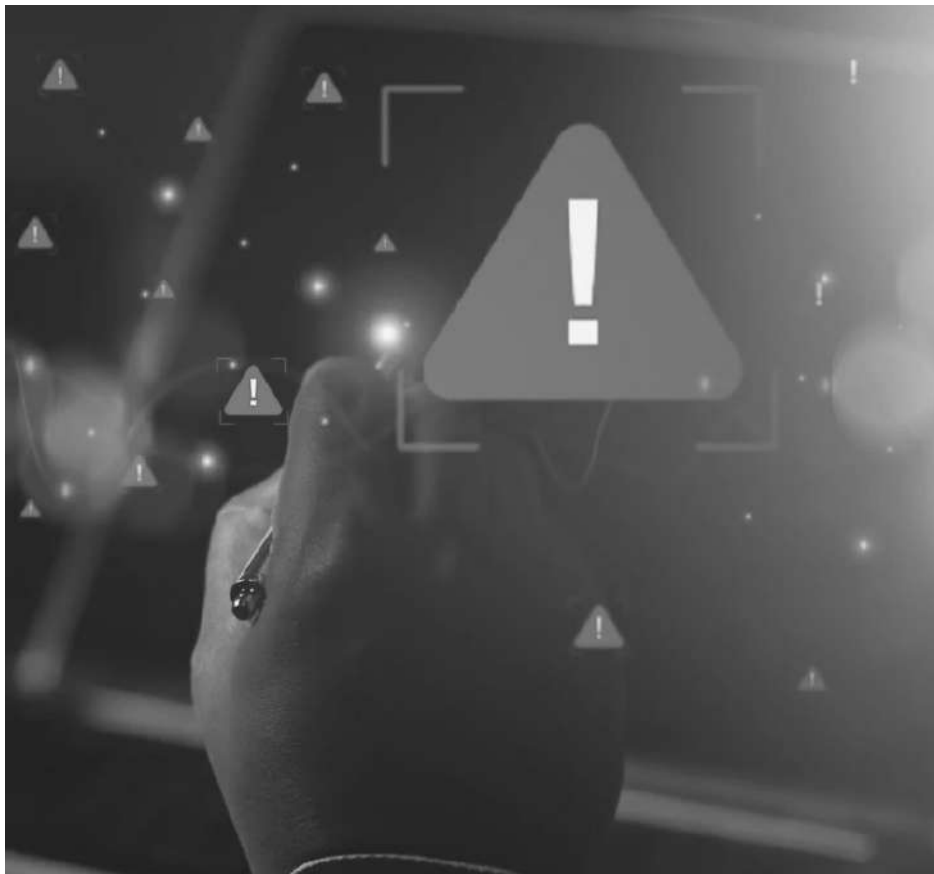
Des experts découvrent comment les hackers russes infiltrent Windows sans être détectés

Bitdefender a identifié un nouveau groupe de hackers pro-russes, baptisé « Curly COMrades ». L'organisation, qui développe de nouvelles techniques d'espionnage notamment via Windows, cible des pays d'Europe de l'Est en pleine transformation géopolitique.

Depuis leur laboratoire, les experts en cybersécurité de Bitdefender viennent de documenter l'existence d'un groupe APT inédit. Curly COMrades, c'est son nom, opère depuis mi-2025 en soutien aux intérêts russes, en déployant le malware MucorAgent. Leurs attaques informatiques visent principalement les institutions gouvernementales géorgiennes et les entreprises énergétiques moldaves.

Curly COMrades infiltre les infrastructures critiques d'Europe de l'Est

Les cibles de Curly COMrades dessinent une carte qui ne laisse pas franchement de doute quant à la motivation du groupe. En Géorgie, les pirates s'attaquent aux institutions judiciaires et gouvernementales, véritables centres névralgiques du pouvoir. En Moldavie, ils investissent les réseaux d'une compagnie de distribution énergétique, secteur vital pour la stabilité régionale. Tout cela révèle stratégie d'influence et de destabilisation à long terme, plutôt qu'un simple appât du gain. Les attaquants ne cherchent pas à paralyser immédiatement leurs victimes mais à s'y installer discrètement. Ils collectent méticuleusement les identifiants de connexion pour naviguer librement dans les systèmes, à la manière d'espions numériques parfaitement intégrés. Derrière, le contexte régional amplifie la portée de ces intrusions. Ces pays, tiraillés entre influence occidentale et pression russe, sont des observatoires privilégiés des évolutions géostratégiques. En s'implantant dans leurs in-



frastructures critiques, Curly COMrades s'offre une fenêtre permanente sur les rouages du pouvoir.

MucorAgent, le malware qui maîtrise l'art de se fondre dans Windows

L'outil du groupe s'appelle MucorAgent, un logiciel malveillant d'une sophistication remarquable. Il est dangereux en ce qu'il exploite une faille conceptuelle de Windows : le détournement d'identifiants de classe, ou CLSID selon le jargon technique. Ces identifiants servent normalement à

Windows pour reconnaître et lancer ses propres programmes. MucorAgent cible tout particulièrement NGEN, un outil Microsoft destiné à accélérer les applications .NET en les préparant à l'avance. Imaginez NGEN comme un cuisinier qui prépare ses ingrédients avant le service : il optimise les logiciels pour qu'ils démarrent plus rapidement. Les pirates détournent ce processus en remplaçant discrètement certains « ingrédients » par leurs propres outils malveillants. La ruse suprême consiste à exploiter une tâche automatique normalement

endormie dans Windows. Cette tâche se réveille de façon sporadique, lors de moments d'inactivité ou d'installations logicielles, des instants imprévisibles qui échappent à la surveillance. Ainsi camouflé dans les mécanismes naturels du système, MucorAgent opère dans l'ombre sans éveiller les soupçons.

Quand les noms de hackers perdent leur glamour

Bitdefender explique de son côté avoir délibérément choisi une appellation peu reluisante pour ces cybercriminels. Fini les « Fancy Bear » ou « Wizard Spider » qui confèrent une aura mystérieuse aux pirates informatiques. « Curly COMrades » sonne un peu prosaïquement, et reflète leurs outils de prédilection : l'utilitaire curl pour les communications et les objets COM de Windows. Cette évolution sémantique vise à démythifier l'univers du hacking. Les experts en sécurité reconnaissent aujourd'hui que les appellations prestigieuses participent involontairement au marketing de ces organisations criminelles. En adoptant des noms terre-à-terre, l'industrie espère ramener ces acteurs à leur réalité : celle de délinquants numériques ordinaires. L'initiative pourrait faire école dans un secteur habitué aux références épiques et mythologiques. En dépouillant le cybercrime de son folklore romantique, les professionnels de la sécurité entendent recentrer le débat sur les véritables enjeux, c'est-à-dire la protection des infrastructures critiques et la préservation de la stabilité géopolitique.

10 milliards de dollars ! L'énorme contrat signé entre Google et Meta sur le Cloud



Meta a signé un contrat cloud colossal avec Google. Son montant dépasserait les 10 milliards de dollars,

avec l'ambition pour Mark Zuckerberg d'accélérer ses développements en intelligence artificielle.

C'est un rapprochement qui fait sensation dans la Silicon Valley. Selon nos confrères de The Information, qui évoquent « des sources proches du dossier », le géant des réseaux sociaux, Meta, s'est offert les services cloud de Google pour une somme astronomique, qui confirme sa volonté de muscler ses capacités en intelligence artificielle. Le partenariat XXL arrive à point nommé, alors que Mark Zuckerberg a promis de dépenser sans compter pour transformer son empire numérique.

Pour Meta, un mariage de raison avec Google pour doper son IA

Concrètement, Meta va louer les serveurs, l'espace de stockage et les réseaux ultra-rapides de Google Cloud. Imaginez des milliers d'ordinateurs surpuissants travaillant ensemble pour faire tourner Instagram, WhatsApp,

Facebook et les autres marques et innovations du groupe. La location des services de la firme de Mountain View permettra à Meta d'économiser sur la construction de ses propres infrastructures, tout en bénéficiant immédiatement de capacités monstrueuses. Le timing n'est évidemment pas anodin. Souvenez-vous, en juillet, Mark Zuckerberg annonçait vouloir investir « des centaines de milliards de dollars » dans la construction de méga-centres de données pour l'IA. Plutôt que de tout construire seul, Meta préfère s'appuyer sur l'expertise de Google, et faire de son concurrent en partenaire stratégique pour mener cette révolution technologique.

Meta va pouvoir optimiser ses infrastructures

Le deal évoqué dépasserait les 10 milliards de dollars. Du coup,

Meta explore toutes les pistes pour financer sa transformation. L'entreprise compte même revendre pour 2 milliards de dollars certains de ses centres de données existants, selon des documents officiels déposés ce mois-ci. Après tout, pourquoi posséder quand on peut louer plus efficacement les meilleures technologies disponibles sur le marché ? En tout cas, la tendance va au-delà de Meta. OpenAI, la société derrière ChatGPT, négocie elle aussi depuis de longues semaines avec Google Cloud pour augmenter sa puissance de calcul. The Information, qui a révélé l'accord Meta-Google en premier, confirme bien la bascule dans une ère où les rivaux d'hier deviennent les partenaires indispensables de la révolution IA. Il faudra, c'est sûr, compte sur Meta à l'avenir !

LES SALARIÉS RENAULT VIVENT MAL LE PROJET DE FABRICATION DE DRONES

“Ici, les gens ont signé pour fabriquer des voitures, pas des armes létales”

Cyberattaques, pressions politiques et inquiétudes sociales : depuis l'annonce de son possible rôle dans la fabrication de drones militaires pour l'Ukraine, Renault traverse une zone de turbulences. Entre devoir industriel et rejet de l'idée de produire des armes, le malaise grandit.

Lorsque le ministre des Armées Sébastien Lecornu a révélé en juin que Renault pourrait produire des drones de combat en Ukraine, l'annonce a pris de court le constructeur. Avant même que la décision ne soit prise. "Nous n'étions pas préparés et nous avons été pris pour cible illico par tous les trolls russes", confie un cadre au Parisien. Depuis, Renault subit des cyberattaques en série. "La guerre hybride russe s'exprime d'abord de cette manière", souligne l'expert en défense Xavier Tytelman cité par le quotidien, rappelant que les Russes s'attaquent systématiquement aux entreprises contribuant à l'effort de guerre. Renault, habitué à protéger le secret industriel automobile, n'a pas l'expérience des cyberattaques de haut niveau que peut mener une puissance étrangère. Et le constructeur de se retrouver exposé à une menace loin de ses préoccupations habituelles. Et pour laquelle il n'était pas préparé.

Des salariés qui n'ont pas signé pour fabriquer des armes

Mais les attaques informatiques ne sont que la partie visible des tensions. Car le malaise s'exprime aussi dans les usines. "Ici, les gens ont signé pour fabriquer



des voitures, pas des armes létales qui ont vocation à servir sur le front", explique ainsi Fabien Gloaguen, délégué syndical central adjoint FO-Renault. Dans les ateliers, les réticences s'accumulent, renforcées par le souvenir d'un passé militaire, Renault ayant participé à l'effort de guerre durant les conflits mondiaux. Mais un siècle plus tard, les salariés ne veulent pas voir leur métier

réorienté vers la guerre. Cette inquiétude est renforcée par la nomination du nouveau directeur général, François Provost : le remplaçant de Luca de Meo est un ancien conseiller d'Alain Richard, ex-ministre de la Défense. Pour une partie du personnel, cela accrédite l'idée d'une "militarisation" de Renault, en décalage avec la vocation automobile revendiquée par les employés.

Un choix industriel et politique sous pression

Si Porsche SE lorgne sur le secteur de la Défense pour tenter de renflouer les caisses, chez Renault, le choix est plutôt imposé. Évidemment, l'État, actionnaire à 15 % du groupe, n'est pas pour rien dans ce nouveau rôle de Renault. "Difficile de dire non" à l'actionnaire principal explique un syndicaliste. La marque au Losange est donc prise dans un engrenage politique et stratégique : répondre à la demande du gouvernement, tout en affrontant un malaise social interne et des menaces externes croissantes. Car si la Russie en veut au constructeur automobile pour la production de drones pour son ennemi, d'autres pays comme les États-Unis, la Turquie et certains pays arabes peuvent aussi avoir Renault dans le viseur. Pourquoi ? Tout simplement car il devient "un concurrent potentiel sur ce marché très lucratif", analyse l'économiste Dimitri Uzunidis. Autant d'arguments qui font grandir le malaise des salariés. Et même au plus haut niveau du constructeur puisque la volonté du gouvernement d'"obliger" Renault à produire des drones aurait même contribué à la démission surprise de Luca de Meo en juillet dernier.

Et si le pire était encore à venir pour les voitures neuves ?



Les derniers chiffres de commandes de véhicules neufs en France sont plutôt inquiétants. L'année a très mal démarré et la barre ne sera probablement pas redressée par rapport à une année 2024 pas forcément folle non plus. Ces carnets de commandes qui se vident vont se répercuter dans les prochains mois sur les chiffres de ventes, qui pourraient eux aussi plonger encore. 2023 avait été une mauvaise année pour les commandes de voitures neuves, mais 2025 pourrait battre un record. Et l'on sait très bien ce que cela peut signifier : moins de voitures neuves commandées, c'est moins de voi-

tures neuves livrées et donc immatriculées. Alors que le marché automobile du neuf connaît une grosse crise depuis la sortie du Covid et la flambée des prix des véhicules, la nouvelle n'est guère rassurante pour les constructeurs qui vont peut-être pour certains le payer de leur existence même. Et l'hémorragie ne touche pas que les véhicules particuliers. La baisse des commandes d'utilitaires légers est tout aussi inquiétante, avec une année 2021 qui avait sauvé la mise avant que le marché ne s'écroule. Si avril et juin ont été corrects, le début d'année et la suite de l'été semblent bien plus préoccupants.

La voiture neuve n'attire plus

Trop chère, trop technologique, trop peu habitable ou trop encombrante, pas assez polyvalente, faites votre choix. De nombreux arguments sont évoqués par les automobilistes français qui préfèrent garder leur auto vieille d'une bonne dizaine d'années plutôt que d'opter pour un modèle neuf. Résultat, les commandes s'écroulent. Et il faut dire que les entreprises n'aident pas non plus avec un marché de la flotte très délicat. Les gestionnaires sont aujourd'hui dans une situation difficile avec l'obligation de s'orienter vers des modèles plus électrifiés, sous l'impulsion de la fameuse loi d'orienta-

tion des mobilités. Et l'hybride rechargeable, qui plaisait tant, est désormais malusé au poids.

500 000 commandes perdues

Janvier avait très mal démarré avec des commandes en baisse de 22 % par rapport à janvier 2024. Les autres mois ont permis de limiter la casse, mais à fin juillet au cumul, le niveau de commandes de voitures neuves (VP et utilitaires légers) est en baisse de 9,3 %. 957 000 véhicules neufs ont fait l'objet d'une commande ferme, contre 1,055 million à la même période en 2024. En 2019, avec le Covid, le niveau était de 1,35 million de commandes. En clair, les concessionnaires ont enregistré une perte de presque un demi-million de commandes de voitures neuves par rapport à juillet 2019. Du jamais vu. Forcément, se pose désormais la question des chiffres d'immatriculation dans les mois à venir, qui seront inévitablement mauvais. Et on imagine mal comment le leasing social pourrait sauver la mise avec à peine 50 000 voitures à mettre sur les routes.

Ford célèbre les 60 ans du Bronco avec... un cabriolet



Le Ford Bronco va souffler ses 60 bougies et cela mérite bien de marquer le coup. Et le constructeur américain célèbre cet anniversaire en proposant une version Roadster ouverte de son robuste tout-terrain. Le Ford Bronco a été officiellement présenté en août 1965. Aujourd'hui, 60 ans plus tard, le constructeur américain célèbre cet anniversaire avec une refonte moderne du Bronco Roadster U13. Il s'agit d'un concept car unique avec un empattement raccourci, un intérieur étanche

avec deux sièges et une roue de secours fixée dans la "benne" ouverte.

De subtiles touches rétro telles que la sellerie peinte dans la couleur de la carrosserie (Wimbledon White), les pare-chocs remplacés par des barres rudimentaires et les jantes en acier font que le Ford Bronco Roadster moderne rend hommage à son aïeul. Chers nostalgiques, notez également les sièges simplifiés (sans appui-tête), la boîte de vitesses manuelle et la ridelle.

Mots fléchés

Ponctions	↓	Science de la nature	↓	Marque l'égalité	↓	Relatif à l'âne	↓	Euphrasie la fille de Fantine	↓	Pinceau	↓	Troupe de canidés	↓
Exactes		Décortiqué		Versatile		Exprimai						Intiment	
	→	↓		↓		↓		Tête nucléaire	→			↓	
								Longues écharpes	↓				
Bas-de-laine	→									Boisson	→		
Ingurgité										Bramé			
	→				On autorisé	→				↓			
					Exanewton								
Louanges	→				↓		Retire	→			Néon	→	
							Halte				Dirigé		
Réglemen-taire	→					Frelaté	→				↓		Possessif
						Jeux-de-mots	↓						
Troublée		Troisième personne du singulier	→		Constitué	→				Fleuve allemand	→		↓
		Peintre montmartrois (Maurice)			Ravis-santes					Pluie soudaine			
	→	↓		Mâle de l'oie	→			Vieil-lotte	→				
Pour relier	→							Organe d'un sens	↓				
Lettres en croix			Plaque mince	→				Relatif aux moutons	→				
	→							Couleur brun roux	↓				
				Signe graphique	→						Personnes		Ruse
Titane	→										↓		↓
Affluent de la Dordogne			Affluent de l'Ob	→			Dégagé	→				Frère de Béotos	
	→		Tord-boyaux	↓								↓	
				Artisans	→								
				Sélénium									
Partie avant d'un navire		Corde pour vacher	→				Excla-mation méri-dionale	→	Petit rongeur	→			
	→	Copeaux						↓	Gringalet	↓			
		↓			Se rapporte au vin	→					Désigné	→	
					Alexandre-Benoit								
Biles répandues			Occupées		Courte	→					Sans humidité	→	
	→		↓		Note de musique	↓					Tran-chante		
							Règles de dessin	↓		Un des dix anges de la Kabbale	↓	Bradype	Méprisé
Tirer vers le haut	→						Souci	→			↓	↓	↓
Châtié													Sélectionné
	→				Dans le texte		Serre	→					↓
Elles sont bordées de maisons	→				↓		Partie d'une journée	→				Métal précieux	→
Elle a une baguette					Contraire de VF	↓	Par	↓					
	→			Germandrée	→							Bismuth	→
Nazi	→		Figure géomé-trique	→					Causée un préjudice	→			

TRANSFERT ILLICITE DE DEVISES VERS L'ÉTRANGER

Saisie de 1,2 million d’euros en 4 mois

Les services de la Police aux frontières (PAF), répartis à travers les différents postes frontaliers, ont déjoué, durant la période allant d'avril à juillet 2025, plusieurs tentatives de transfert illicite vers l'étranger d'un montant de plus d'un (1) million d'euros, en sus d'autres sommes en devise, indique jeudi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Selon le communiqué, " 1.204.422 euros, 98.795 USD, 16.640 livres sterling, 29.450 dollars canadiens, 1.000 francs suisses, 3.940 livres turques et 2.290 riyals saoudiens ont été saisis". Par ailleurs, les services opérationnels de la PAF ont procédé, entre le 1er mars et le 19 août 2025, à la saisie de 1.619 téléphones portables de différentes marques, que des voyageurs ont tenté d'introduire sur le territoire national en les dissimulant à l'intérieur d'emballages d'autres produits, tels que des tondeuses électriques".

ETUDE

L’Antarctique de plus en plus impacté par le tourisme

Déjà affecté par le réchauffement climatique, l'Antarctique est également de plus en plus impacté par les effets du tourisme et de la recherche scientifique, révèle une étude publiée mercredi dans Nature Sustainability. Dans les zones d'activités humaines, la concentration de particules fines contenant des métaux lourds est dix fois plus élevée qu'il y a 40 ans, alerte cette étude. Au cours des deux dernières décennies, le nombre de touristes dans la région est passé de 20.000 à environ 120.000, selon l'Association internationale des opérateurs touristiques de l'Antarctique. "L'augmentation de la présence humaine en Antarctique suscite des préoccupations concernant les polluants issus de la combustion des véhicules, notamment les particules contenant du chrome, du nickel, du cuivre, du zinc et du plomb", indique l'étude. Les navires qui transportent les touristes utilisent des combustibles fossiles à l'origine des particules fines. Celles-ci sont responsables de l'accélération de la fonte de la neige, affirme Raul Cordero, scientifique de l'Université de Groningen (Pays-Bas) et co-auteur de l'étude. "La neige fond plus rapidement en Antarctique en raison de la présence de particules polluantes dans des zones fréquentées par les touristes", a-t-il expliqué lors d'un entretien avec des médias depuis Santiago. "Un seul touriste peut contribuer à accélérer la fonte d'environ 100 tonnes de neige", assure-t-il. Une équipe de chercheurs venant de pays comme le Chili, l'Allemagne et les Pays-Bas ont parcouru pendant quatre ans environ 2.000 kilomètres en Antarctique afin de mesurer la présence de cette contamination. Les métaux lourds ont également augmenté en raison des expéditions scientifiques, dont les séjours prolongés peuvent avoir un impact jusqu'à 10 fois supérieur à celui d'un touriste, souligne l'expert. L'étude reconnaît des "progrès" dans la protection de l'Antarctique, comme l'interdiction du fioul lourd, un dérivé du pétrole, et l'utilisation de navires combinant électricité et combustibles fossiles. Cependant, "pour réduire l'empreinte des activités humaines énergivores en Antarctique, il sera nécessaire d'accélérer la transition énergétique et de limiter l'usage des combustibles fossiles, en particulier à proximité des zones sensibles", affirme l'étude. L'Antarctique perd rapidement sa masse en raison du réchauffement climatique. Selon l'Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace (NASA), le continent blanc perd 135 milliards de tonnes de neige et de glace par an depuis 2002.

FAMINE À GHAZA

L’Algérie condamne avec «la plus grande fermeté» les politiques et les pratiques de l’entité sioniste

L'Algérie a condamné, avec la plus grande fermeté, les politiques et pratiques de l'entité sioniste à l'encontre du peuple palestinien, dont l'arme de la famine utilisée contre les habitants de la bande de Ghaza dans le cadre de la guerre d'extermination menée dans cette partie du territoire palestinien occupé, a indiqué, samedi 23 août 2025, un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. Le communiqué précise : «Dans un précédent d'une extrême gravité, inédit dans l'histoire de la cause palestinienne et dans celle du Moyen-Orient tout entier, l'Organisation des Nations unies a officiellement déclaré, hier, l'état de famine dans la bande de Ghaza.»

La même source souligne que «ce qui suscite la plus grande indignation et le plus profond rejet, c'est que cette famine, aux contours parfaitement établis, n'est nullement le fruit de circonstances contraignantes, mais bien le résultat d'un choix politique et d'un plan prémédité de l'occupation israélienne», ajoutant que «la famine déclarée n'est en rien étrangère au projet de déplacement forcé, ni à celui de la réoccupation de Ghaza, ni encore à ce qui est désormais connu sous l'appellation de – Grand Israël –». En conséquence, poursuit le communiqué, «l'Algérie condamne avec force ces politiques et pratiques imposées au peuple palestinien dans le contexte de la guerre d'extermination en cours à Ghaza et appelle la communauté inter-

nationale, et en particulier le Conseil de sécurité des Nations unies, à assumer ses responsabilités en œuvrant collectivement à faire échouer le projet du – Grand Israël – et à préserver les fondements de la solution à deux États comme socle de toute solution juste, durable et définitive au conflit israélo-palestinien». L'Algérie réaffirme également, en sa qualité de membre du Conseil de sécurité, «son engagement à poursuivre ses efforts diplomatiques visant à soutenir le peuple palestinien, à œuvrer pour mettre fin à cette catastrophe humanitaire sans précédent, ainsi qu'à accélérer l'avènement de l'État palestinien indépendant et souverain, avec El-Qods Echarif pour capitale», conclut la même source.

AGRESSION SIONISTE

Plus de 15.600 personnes à Ghaza ont besoin d’une évacuation médicale

Plus de 15.600 personnes à Ghaza, dont 3800 enfants, ont besoin d'une évacuation médicale pour recevoir des soins spécialisés, alors que l'enclave palestinienne est soumise à un blocus étouffant de la part de l'entité sioniste, a indiqué samedi le Directeur général de l'Organisa-

tion mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus. "Plus de 15.600 patients, dont 3800 enfants, ont encore besoin de soins spécialisés", a écrit le chef de l'OMS sur les réseaux sociaux, en évoquant la situation catastrophique dans la bande de Ghaza, soumise à une sauvage

agression sioniste et où la famine vient d'être déclarée officiellement par l'ONU. Tedros Adhanom Ghebreyesus a appelé à faciliter la livraison de l'aide afin de sauver des vies et fournir des soins vitaux, renouvelant son appel pour un cessez-le-feu immédiat à Ghaza. Selon le dernier bilan de l'agression

génocidaire menée par l'occupation sioniste contre la bande de Ghaza depuis le 7 octobre 2023, dévoilé samedi par les autorités sanitaires palestiniennes, 62.622 Palestiniens sont tombés en martyrs et 157.673 autres ont été blessés, dont une majorité de femmes et d'enfants.

APN-PARLACEN

Examen des moyens de renforcement de la coopération et de l’échange d’expertises

Une délégation officielle de l'Assemblée populaire nationale (APN) se rend, du 23 au 28 août en cours, au Parlement Centraméricain (PARLACEN), à l'invitation du président de cette instance parlementaire régionale, sise à Guatemala City, a indiqué samedi un communiqué de la chambre basse du Parlement. Cette visite qui s'inscrit dans le cadre du "renforcement de la coopération parlementaire

et de l'échange d'expertises entre les parlements régionaux et internationaux", vise à "explorer les voies de développement de partenariats dans les domaines de la législation et des politiques générales au profit des peuples", précise la même source. Cette initiative se veut "un pas importante à même de conforter la présence de l'Algérie sur la scène parlementaire régionale et internationale et de concrétiser son

engagement à consolider le dialogue et la coopération avec les différentes instances parlementaires mondiales". Pour rappel, le PARLACEN est l'organe régional permanent de représentation politique et démocratique du Système d'intégration de l'Amérique Centrale (SICA), regroupant les pays d'Amérique latine et de la région des Caraïbes.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

16 morts et 603 blessés en 48 heures

Par Selma R.

Seize (16) personnes ont trouvé la mort et 603 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation, survenus ces dernières 48 heures, à travers le pays, indique samedi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'El Tarf, avec 3 morts et 12 autres blessés, suite à une collision entre un minibus et un camion semi-

remorque, sur l'autoroute Est-Ouest, dans la daïra Basbas, précise la même source. Durant la même période, le dispositif de la Protection civile pour la surveillance des plages autorisées à la baignade a effectué 2687 interventions pour le sauvetage de 1948 personnes d'une mort certaine, alors que 566 ont été traitées sur place et 168 évacuées vers les structures sanitaires locales, déplorant toutefois le décès de 8 per-

sonnes par noyade en mer à travers les plages des wilayas de Mostaganem, Bejaia, Annaba, Oran, Tipaza et Skikda. L'intervention des plongeurs de la Protection civile de la wilaya de Jijel a également permis de repêcher le corps sans vie d'un adolescent (16 ans), noyé dans un oued dans la daïra d'El Milia. Les secours de la Protection civile de la wilaya de M'sila sont intervenus suite au décès d'une personne et la blessure d'une autre, dans l'effondrement d'une

dalle en béton d'une habitation dans la Commune de Khoubana. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 6 incendies urbains et divers dans les wilayas d'Alger, Tizi Ouzou, Sidi Bel Abbes, Oran, Chlef et Tébessa, alors que le dispositif mis en place pour la lutte contre les incendies de forêts et de récoltes a procédé à l'extinction de 33 incendies à travers plusieurs wilayas du pays.